

COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN

GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK.



REGLEMENT GENERAL DE POLICE

ALGEMEEN POLITIEREGLEMENT

CONSEIL COMMUNAL DU 26 OCTOBRE 2016

GEMEENTERAAD VAN 26 OKTOBER 2016

CHAPITRE Ier – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.

Le présent règlement s'applique à l'espace public et à tout espace **réel ou virtuel** accessible au public.

Pour l'application du présent règlement, on entend par « espace public » :

1. la voie publique, en ce compris la chaussée, les accotements et les trottoirs, les pistes cyclables, les passages aériens et souterrains pour piétons, les chemins et servitudes de passage, et de manière générale toute voie ouverte à la circulation publique même si son assiette se trouve sur une propriété privée.
2. les autres aménagements et espaces verts tels que les parcs communaux et régionaux, jardins publics, plaines et aires de jeu, cimetières et d'une manière générale toute portion de l'espace public située hors voirie, ouvertes à la circulation des personnes et affectées, en ordre principal, à la promenade ou à la détente.
3. les gares, les stations de métro et les transports en commun.

Article 2.

Le présent règlement s'applique à toute personne âgée d'au moins 16 ans accomplis au moment des faits.

Article 3.

§1. Les montants des amendes administratives prescrites par le présent règlement constituent des maxima. Les amendes seront infligées proportionnellement à la gravité des faits. Toutefois, en cas de récidive dans les vingt-quatre mois de l'imposition d'une sanction administrative, elles pourront être augmentées au-delà des montants prévus par le présent règlement sans qu'elles ne puissent jamais excéder le maximum prévu par la loi.

§2. Les montants maximums des amendes administratives prescrites par le présent règlement sont diminués de moitié en cas d'infractions commises par des mineurs, âgés d'au moins 16 ans accomplis au moment des faits, sans qu'elles ne puissent jamais excéder le maximum prévu par la loi.

§3. Le Fonctionnaire sanctionnateur, s'il l'estime opportun, pourra proposer une mesure alternative à l'amende administrative à savoir, une médiation locale ou une prestation citoyenne dont les modalités sont fixées dans un règlement particulier.

§4. Dans le cas où le contrevenant faisant l'objet de la procédure en matière de sanctions administratives communales est mineur de 16 ans accomplis au moment des faits, le fonctionnaire sanctionnateur devra proposer d'office une médiation. En cas de refus ou d'échec de la procédure de médiation, le Fonctionnaire Sanctionnateur proposera une prestation citoyenne au contrevenant mineur ou lui infligera une amende administrative comme prévu au §2 du présent article.

§5. Préalablement à l'entame de la procédure administrative susmentionnée, le Fonctionnaire sanctionnateur pourra mettre en œuvre la procédure d'implication parentale en sollicitant les observations orales ou écrites, vis-à-vis des faits, des père et mère, tuteurs ou personnes qui

ont la garde du mineur contrevenant ou en demandant une rencontre avec ces derniers en compagnie du mineur concerné.

Article 4.

Les dispositions prévues au présent règlement s'appliquent sans préjudice de l'obligation de s'acquitter des taxes et redevances levées en vertu d'une délibération du conseil communal.

Article 5.

Seule l'autorité communale est investie de la mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques.

Sauf autorisation expresse délivrée par le Bourgmestre, il est interdit de prendre des mesures, notamment en plaçant des dispositifs quelconques, visant à incommoder une ou plusieurs personnes ou à assurer ou rétablir l'ordre public. Cette interdiction vaut tant dans les espaces publics que privés.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 350 euros, les dispositifs placés en contravention au présent article devront être enlevés à la première réquisition de la police ou d'un agent habilité, faute de quoi la Commune se réserve le droit de procéder d'office à leur enlèvement aux frais risques et périls du contrevenant.

Article 6.

§1. Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire et révocable, sous forme d'un titre personnel et incessible, qui n'engage pas la responsabilité de la commune.

Elles peuvent être retirées à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige.

Elles peuvent aussi être suspendues ou retirées par le Collège des Bourgmestre et Echevins lorsque leur titulaire commet une infraction au présent règlement, conformément à la procédure prévue à l'article 45 de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives.

§2. Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'objet de celui-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publiques.

La Commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

§3. Lorsque l'acte d'autorisation a pour objet :

- une activité ou un événement dans un lieu accessible au public, il doit se trouver à l'endroit en question ;
- une activité sur l'espace public ou une occupation de celui-ci, le bénéficiaire doit en être porteur quand l'activité ou l'occupation est en cours.

§4. Les autorisations visées au présent article doivent être exhibées en original ou au moins sous forme d'une copie complète et lisible à toute réquisition de la police ou d'un agent habilité.

§5. Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende de maximum 210 euros.

Article 7.

Quand la sécurité, la propreté, la salubrité ou la tranquillité publique est compromise par des situations ayant leur origine dans des propriétés privées, le Bourgmestre prendra les arrêtés qui s'imposent.

En cas de refus ou de retard d'exécution des mesures prescrites par lesdits arrêtés, ainsi que dans les cas d'impossibilité de les notifier aux intéressés, le Bourgmestre pourra y faire procéder d'office, aux risques et périls des défailants, lesquels seront solidairement redevables des frais.

Article 8.

§1. Si un événement tel qu'une fête, une manifestation sportive ou toute autre réunion quelconque, est organisé dans un lieu accessible au public, dont les organisateurs sont en défaut de prouver que ledit lieu est conforme aux impératifs de sécurité notamment en application de la réglementation en matière de sécurité incendie, le Bourgmestre pourra interdire l'événement et la police pourra, le cas échéant, faire évacuer et fermer l'établissement.

§2. Dans les lieux accessibles au public tels que les cafés, les restaurants, les dancings ou tous lieux où sont organisés des fêtes, des divertissements, des parties de danse ou toute autre réunion quelconque, il est interdit de dépasser le nombre maximal de personnes pouvant être présentes simultanément, déterminé par le Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre des normes de sécurité et de prévention de l'incendie.

En cas de dépassement de ce nombre, la police pourra faire évacuer et fermer ces lieux.

Article 9.

§1er. Les dispositions du présent article sont applicables aux établissements habituellement accessibles au public, même si celui-ci n'y est admis que sous certaines conditions.

§2. Sans préjudice des dispositions légales relatives à la lutte contre le bruit, tout bruit fait à l'intérieur des établissements accessibles au public ne pourra, tant de jour que de nuit, dépasser le niveau de bruit ambiant à la rue s'il est audible sur la voie publique.

§3. Il est interdit aux exploitants des établissements accessibles au public, cafetiers, cabaretiers, restaurants, tenanciers de salle de danse et généralement ceux qui vendent du vin au détail, de la bière ou toute autre boisson de verrouiller leur établissement aussi longtemps que s'y trouvent un ou plusieurs clients.

§4. La police pourra faire évacuer et fermer les établissements accessibles au public où elle constate des désordres ou bruits de nature à troubler la tranquillité publique ou le repos des habitants.

Si les désordres ou bruits perdurent de manière significative, le Bourgmestre pourra prendre toute mesure qu'il juge utile pour mettre fin au trouble, notamment en ordonnant la fermeture temporaire de l'établissement pour la durée qu'il détermine, et cela durant une période qui ne peut excéder trois mois.

Article 10.

La personne qui ne respecte pas le prescrit des dispositions du présent règlement est civilement responsable des dommages qui pourraient en résulter.

La Commune n'est pas responsable des dommages qui résulteraient du défaut d'observation des dispositions prescrites par le présent règlement.

Article 11

Le Bourgmestre peut, en cas de trouble à l'ordre public causé par des comportements individuels ou collectifs, ou en cas d'infractions répétées aux règlements et ordonnances du conseil communal commises dans un même lieu ou à l'occasion d'évènements semblables, et impliquant un trouble de l'ordre public ou une incivilité, décider d'une interdiction temporaire de lieu d'un mois, renouvelable deux fois, à l'égard du ou des auteurs de ces comportements.

Par " interdiction temporaire de lieu ", on entend l'interdiction de pénétrer dans un ou plusieurs périmètres précis de lieux déterminés accessibles au public. Est considéré comme lieu accessible au public tout lieu situé dans la commune qui n'est pas uniquement accessible au gestionnaire du lieu, à celui qui y travaille ou à ceux qui y sont invités à titre individuel, à l'exception du domicile, du lieu de travail ou de l'établissement scolaire ou de formation du contrevenant.

En cas de non-respect de l'interdiction temporaire de lieu, l'auteur ou les auteurs de ces comportements seront punis d'une amende d'un montant maximum de 350 euros.

Article 12.

§1. Toute personne se trouvant dans l'espace public ou dans un lieu accessible au public doit se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions de la police ou d'agents habilités en vue de :

1. maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté ou la salubrité publique ;
2. faciliter les missions des services de secours et l'aide aux personnes en péril ;
3. faire respecter les lois, règlements et arrêtés.

Cette obligation s'applique également aux personnes se trouvant dans une propriété privée lorsque le fonctionnaire de police ou un agent habilité y est entré sur réquisition des habitants ou dans les cas d'incendie, d'inondation ou d'appel au secours.

§2. Il est interdit de manquer de respect ou de se montrer agressif ou menaçant envers toute personne habilitée en vue de faire respecter les lois et les règlements.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative de maximum 280 euros.

CHAPITRE II – PROPETE ET DE LA SALUBRITE PUBLIQUES

Section 1. Propreté de l'espace public

Article 13.

Il est interdit de souiller ou d'endommager tout objet ou tout endroit de l'espace public de quelque manière que ce soit, de son fait ou du fait des personnes, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise, tels que :

1. l'espace public en général;
2. tout objet servant à l'utilité ou à la décoration publique;
3. tout élément du mobilier urbain;
4. les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public;

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 280 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 14.

Sauf autorisation préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est interdit de tracer tout signe ou d'effectuer toute inscription au moyen de quelque produit que ce soit, sur la voie publique.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 15.

Il est défendu d'arrêter un véhicule sur les végétaux. Il est également défendu de circuler sur les végétaux avec un véhicule.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 210 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 16.

Les marchands de produits alimentaires destinés à être consommés immédiatement dans les lieux accessibles au public et à l'extérieur s'assureront que l'espace public aux alentours de leur commerce ne soit pas sali par leurs clients.

Ils doivent notamment installer suffisamment de poubelles, qui sont clairement visibles et bien accessibles, vider ces récipients régulièrement, enlever les déchets sauvages provenant de leur commerce et nettoyer la proximité immédiate de leur commerce.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 17.

Il est défendu d'évacuer vers l'extérieur le produit du balayage depuis l'intérieur des chantiers, propriétés privées et des édifices publics.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 18.

Il est interdit de cracher, d'uriner ou de déféquer sur l'espace public ailleurs que dans les lieux destinés à cet effet.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 210 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 19.

Il est interdit de fouiller dans les sacs poubelles, les récipients et les conteneurs, de les déplacer, détériorer, et de répandre leur contenu sur l'espace public.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 20.

Il est interdit de battre ou de secouer tout objet pouvant provoquer des poussières ou toutes autres matières pulvérulentes à tout endroit de la voie publique et/ou au-dessus de la voie publique, sur les terrains non bâtis à moins de 100 mètres des habitations, à partir de n'importe quelle partie des immeubles.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 120 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Section 2. Trottoirs, accotements et entretien des propriétés

Article 21.

§1. Les trottoirs et accotements des immeubles habités ou non doivent être entretenus et maintenus en état de propreté. Ces obligations incombent au propriétaire et au copropriétaire, à tout titulaire d'un droit réel sur l'immeuble, ou au locataire ou au concierge, portier, gardien ou aux personnes chargées de l'entretien quotidien des lieux. :

Ces obligations comprennent entre autres l'enlèvement des mauvaises herbes et plantes, des matériaux et/ou produits salissants et/ou glissants.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 120 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

§2. Les trottoirs et accotements ne peuvent être entretenus qu'aux heures de la journée les plus compatibles avec la sécurité et la commodité de passage et la tranquillité publique.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 22.

Il est interdit aux entrepreneurs de construction et entrepreneurs de transport d'encombrer de saleté la voie publique aux abords de leurs chantiers et lieux de chargement et déchargement.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 350 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant

Section 3. Salubrité des constructions et terrains

Article 23.

§1. Le bon état des terrains non bâtis ainsi que des parties non bâties des propriétés doit être assuré en tout temps par la personne visée à l'article 21, ce qui comporte le soin de veiller à ce que la végétation qui y pousse ne menace pas la propreté ni la sécurité publique et à ce que les déchets soient enlevés.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 210 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

§2. Il est interdit de constituer sur les terrains visés au §1 des dépôts, même provisoires, et d'y déposer ou d'y abandonner des décombres, des briquillons, des machines, des véhicules, des immondices, des matières ou des objets quelconques.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 210 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant

Article 24.

Il est interdit de déposer, de déverser, de jeter, de laisser à l'abandon ou de maintenir dans un immeuble bâti ou un immeuble en construction, des matières incommodes ou de nature à porter atteinte à l'hygiène, à la sécurité ou à la salubrité publique.

Tout occupant d'un immeuble veillera à ne déposer, pendre, ou suspendre aucun objet, linge ou bien meuble sur les terrasses et balcons sis à front de rue, susceptible de représenter un danger pour la sécurité, la salubrité ou la propreté publique.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 210 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant

Article 25.

§1. Les propriétaires de biens immeubles doivent maintenir ceux-ci ainsi que les biens meubles et les installations dont ils sont équipés, en parfait état de conservation, d'entretien ou de fonctionnement sur le plan de la salubrité, de la propreté et de la sécurité et respecter les règles élémentaires d'hygiène.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.

§2. Les personnes visées au paragraphe 1er du présent article sont également tenues de se conformer à l'article 72 du présent règlement.

Section 4. Plans d'eau, voies d'eau, canalisations

Article 26.

Il est interdit d'obstruer les conduits destinés au fonctionnement des fontaines ou à l'évacuation des eaux pluviales ou des eaux usées.

Il est également interdit d'y déverser des immondices, boues, sables, toutes matières, objets, animaux morts ou substances quelconques pouvant ainsi provoquer une obstruction des conduits.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 27.

Il est interdit, sauf autorisation:

1. de procéder au débouchage, au nettoyage ou à la réparation des égouts placés dans l'espace public, sous peine d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros;

2. d'effectuer des raccordements aux égouts placés dans l'espace public, sous peine d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.

L'interdiction ne s'applique pas à la désobstruction d'avaloirs si le moindre retard risque de causer préjudice aux propriétés riveraines et pour autant qu'il ne soit procédé à aucun démontage ni à aucune excavation.

Outre l'application d'une amende administrative, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 28.

Il est interdit de laisser s'écouler sur l'espace public les eaux pluviales depuis les propriétés bâties ainsi que des eaux usées et des matières insalubres.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 29.

Il est interdit de souiller ou de se baigner dans les rivières, canaux, étangs, bassins, fontaines, de les souiller de quelque façon que ce soit, d'y baigner des animaux ainsi que d'y laver ou d'y tremper tout objet.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Section 5. Évacuation de certains déchets

Article 30.

§1. Les ordures ménagères et les objets ou matières destinées aux collectes sélectives organisées par la Région doivent être présentées à la collecte selon les prescriptions de l'agence Bruxelles-Propreté.

§2. Il est interdit de déposer dans les poubelles, bacs et corbeilles à papier mis à la disposition du public, des déchets ou des sacs poubelles à l'exception des petits déchets et des sachets contenant les déjections d'un animal.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

§3. Les emplacements réservés éventuellement par la Commune pour récolter les déchets verts des seuls habitants de la commune doivent être tenus en parfait état de propreté.

Le déversement de déchets verts par des jardiniers professionnels y est interdit.

On entend par « déchets verts » les déchets issus de l'entretien des jardins et espaces verts ou les déchets ménagers, compostables ou biodégradables, à l'exclusion des déchets recyclables pour lesquels une collecte sélective est organisée.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 31.

La vidange des fosses d'aisance et fosses septiques, le transport et l'évacuation de leur contenu ne peuvent se faire que par une entreprise agréée selon la réglementation en la matière.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Section 6. Entretien et nettoyage des véhicules

Article 32.

§1. Il est interdit procéder ou de faire procéder à des travaux d'entretien, de carrosserie, de graissage, de vidange ou de réparation de véhicules ou des pièces desdits véhicules sur l'espace public, à l'exception des dépannages effectués immédiatement après la survenance de la défectuosité pour autant qu'il s'agisse d'interventions très limitées destinées à permettre au véhicule de poursuivre sa route ou d'être pris en remorque.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 280 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

§2. Le lavage des véhicules, à l'exception de ceux servant au transport de marchandises ou au transport en commun de personnes, rémunéré ou non, est autorisé sur l'espace public aux heures de la journée les plus compatibles avec la sécurité et la commodité de passage et la tranquillité publique ; il ne pourra en aucun cas être effectué entre 22 heures et 7 heures.

Les produits et ustensiles utilisés pour les opérations de réparation ou de lavage du véhicule doivent être soigneusement rassemblés de manière à ne pas gêner le passage des piétons et des usagers de la route.

Celui qui enfreint ces dispositions sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 110 euros.

Section 7. Feux et fumées

Article 33.

Il est interdit d'incommoder de manière intempestive le voisinage par des fumées, odeurs ou émanations quelconques, ainsi que par des poussières ou projectiles de toute nature.

Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est également interdit de faire du feu dans les cours et jardins et de détruire par combustion en plein air tous déchets et objet de rebut, en ce compris les déchets verts tels que visés à l'article 30,§3 du présent règlement.

Sans préjudice de l'alinéa 1er, les barbecues sont autorisés dans les jardins privés, et uniquement s'il est fait usage de fourneaux fixes ou mobiles.

Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Échevins, les barbecues sont interdits sur l'espace public.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Section 8. Logements et campements

Article 34.

Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est interdit, sur tout le territoire de la commune et à tout endroit de l'espace public, de loger et /ou dormir dans une voiture, caravane, mobilhome ou un véhicule aménagé à cet effet, ou de camper.

Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est également interdit d'utiliser comme moyen de logement sur un terrain privé des abris mobiles tels que remorques d'habitation, caravanes, mobilhome ou tout véhicule aménagé à cet effet, pendant plus de 24 heures consécutives.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Section 9. Lutte contre les animaux nuisibles et/ou dangereux

Article 35.

§1. Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est interdit d'abandonner, de déposer, de suspendre ou de jeter sur l'espace public et dans les lieux publics toute matière quelconque destinée à la nourriture des animaux en ce compris chats, chiens, canards, poissons, pigeons...

La même interdiction est applicable aux voies privées, cours ou autres parties d'un immeuble, lorsque cette pratique risque de constituer une gêne pour la propreté, la salubrité et la sécurité publique ou d'attirer notamment insectes, rongeurs et pigeons.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 120 euros.

§2. Les propriétaires ou occupants d'immeubles, doivent procéder de manière permanente à l'obstruction des endroits propices à la nidification des pigeons, ainsi que faire nettoyer et désinfecter les immeubles souillés.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.

Section 10. Mesures de prophylaxie

Article 36.

L'accès des cabines, douches ou piscines des bains et installations sportives accessibles au public peut être interdit par l'exploitant aux personnes :

- se trouvant en état de malpropreté manifeste ;
- présentant une affection contagieuse pour laquelle le refus d'accès est médicalement justifiable.

Toute personne se trouvant dans cette situation qui s'introduit quand même dans ces installations sera punie d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros. Elle pourra, en outre, être expulsée, au besoin par la contrainte, par les services de police.

Section 11. Affichage

Article 37.

§1. Il est interdit d'apposer ou de faire apposer des affiches ou des autocollants à tout endroit de l'espace public ou à tout endroit à ciel ouvert visible depuis l'espace public, sans en avoir reçu l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins ou du propriétaire ou occupant des lieux, ou en ne se conformant pas aux conditions déterminées dans cette autorisation.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins prononcera le retrait définitif ou la suspension de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas ces conditions.

§2. Sans préjudice des ordonnances de police du Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, les affiches à caractère électoral peuvent être apposées aux endroits déterminés par l'autorité compétente.

§3. En cas de flagrant délit, outre l'application du §4, les affiches ou les autocollants apposés en contravention au présent article devront être enlevés par l'afficheur ou l'éditeur responsable à la première réquisition de la police ou d'un agent habilité.

§4. Dans tous les cas, outre l'application d'une amende administrative de maximum 210 euros, les affiches ou les autocollants apposés en contravention au présent article pourront être enlevés par la police ou un agent habilité aux frais, risques et périls de l'éditeur responsable ou de l'afficheur.

§5. En cas de dommages connexes aux infractions visées par le présent article, le contrevenant sera tenu d'indemniser de tous frais de remise en état le propriétaire des lieux ou l'autorité publique qui aura procédé à la remise en état des lieux.

Article 38.

§1. Il est interdit de salir, recouvrir, abîmer, dégrader, altérer ou enlever les affiches, tracts ou les autocollants apposés avec l'autorisation de l'autorité, du propriétaire ou de l'occupant des lieux.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.

§2. Tout immeuble frappé d'un arrêté de police de l'autorité administrative fait l'objet d'un affichage ad-hoc sur un de ses murs ou porte, visible et lisible depuis l'espace public. Le propriétaire du bien est responsable du maintien en l'état de cet affichage. En cas d'enlèvement ou de dégradation du document, il doit procéder sans délais à son remplacement, sous peine de se voir infliger une amende de maximum 350 euros.

Article 39.

§ 1. Toute communication officielle ou publique lors de la mise en location d'un bien affecté à l'habitation au sens large doit contenir le montant du loyer demandé et des charges communes. Ces mentions doivent être clairement visibles et lisibles depuis l'espace public.

Toute infraction au présent article sera punie d'une amende administrative de 50 euros.

§ 2. Les dispositions prévues à l'article 3, §1 du présent règlement ne sont pas applicables aux infractions visées par le présent article.

CHAPITRE III – SECURITE PUBLIQUE ET COMMODITE DU PASSAGE

Section 1. Attroupements, manifestations, cortèges

Article 40.

Sauf autorisation écrite du Bourgmestre, il est interdit d'organiser et/ou de provoquer des attroupements, manifestations ou cortèges, de quelque nature que ce soit dans l'espace public et d'y participer.

Sans préjudice de l'application de l'article 6 du présent règlement, celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.

Article 41.

§1. Tout rassemblement, manifestation ou cortège, de quelque nature que ce soit, dans l'espace public ou dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, est subordonné à l'autorisation écrite du Bourgmestre.

§2. La demande d'autorisation doit être adressée par écrit au Bourgmestre au moins dix jours ouvrables avant la date prévue et doit comporter les éléments suivants :

- les noms, adresse et numéro de téléphone de l'organisateur ou des organisateurs ;
- l'objet de l'événement ;

- la date et l'heure prévues pour le rassemblement ;
- l'itinéraire projeté ;
- le lieu et l'heure prévus pour la fin de l'événement et, le cas échéant, la dislocation du cortège ;
- le cas échéant, la tenue d'un meeting à la fin de l'événement ;
- l'évaluation du nombre de participants et les moyens de transport prévus ;
- les mesures d'ordre prévues par les organisateurs.

§3. Les détenteurs d'une autorisation doivent se conformer aux conditions reprises dans cette autorisation. Si ces conditions ne sont pas respectées, l'autorisation sera immédiatement retirée.

Sans préjudice de l'application de l'article 6 du présent règlement, celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.

Section 2. Activités incommodes ou dangereuses dans l'espace public

Article 42.

Il est interdit de porter une tenue vestimentaire pouvant affecter l'ordre public.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.

Article 43.

§1. Sauf autorisation du Collège des Bourgmestres et Echevins, il est formellement interdit d'entamer des travaux sur l'espace public, tant en surface qu'en sous-sol.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe sera puni d'une amende administrative de maximum 350 euros.

§2. Les autorisations conférées en vertu du présent article imposent des mesures de sécurité et de commodité du passage.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe sera puni d'une amende administrative de maximum 280 euros.

§3. Quiconque a exécuté ou fait exécuter des travaux sur l'espace public est tenu de le remettre dans l'état où il se trouvait avant l'exécution des travaux ou dans l'état précisé dans l'autorisation.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 280 euros, celui qui enfreint les dispositions de ce paragraphe doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 44.

L'entrepreneur et le maître de l'ouvrage des travaux exécutés en dehors de l'espace public doivent se conformer aux directives données par le service technique communal en vue d'assurer la sécurité et la commodité du passage sur l'espace public.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 280 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 45.

Il est interdit de se livrer, dans l'espace public et dans les lieux accessibles au public, à tout acte pouvant menacer la sécurité publique ou compromettre la sûreté et la commodité du passage, tel que :

1. jeter, lancer ou propulser des objets quelconques, exposer ou abandonner des choses de nature à nuire par leur présence, leur chute ou par des exhalaisons insalubres, sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins ; cette disposition n'est pas applicable aux disciplines sportives et jeux pratiqués dans des installations appropriées ;
2. laisser tout objet pouvant servir à toute personne mal intentionnée à menacer la sécurité des personnes et des biens ;
3. escalader les clôtures, grimper aux arbres, poteaux, constructions ou installations quelconques ;
4. se livrer à des jeux ou exercices violents ou bruyants ;
5. faire usage d'armes, notamment à feu ou à air comprimé, excepté dans les stands dûment autorisés ou dans les métiers forains de tir ;
6. faire usage, exposer en vente ou distribuer des pièces d'artifice et de pétards, sauf autorisation de l'autorité compétente;

Les armes, munitions, pétards ou pièces d'artifice utilisés en infraction aux dispositions ci-dessus seront saisis.

En cas de saisie administrative, les objets saisis seront détruits.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 350 euros.

Article 46.

Il est interdit dans l'espace public :

- d'entraver, même partiellement, l'entrée d'immeubles et édifices publics ou privés ;
- d'entraver, même partiellement, la progression des passants.

En cas d'infraction au présent article, la police ou l'agent habilité pourra faire cesser immédiatement l'activité.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.

Article 47.

L'usage de trottinettes, de patins à roulettes ou de planches à roulettes n'est autorisé qu'à la condition de veiller à ne pas compromettre la sécurité des piétons ni la commodité du passage. L'autorité compétente peut cependant l'interdire aux endroits qu'elle détermine.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 120 euros.

Article 48.

Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, sont interdits dans l'espace public et dans les lieux publics, sous peine d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros :

- les collectes, les ventes-collectes et les ventes;
- les divertissements quelconques, tels que fêtes, bals, exhibitions, spectacles ou illuminations;
- les prestations artistiques;
- les arts divinatoires.

Les demandes d'autorisation doivent être introduites dans un délai de 10 jours ouvrables précédant l'activité.

En cas de non-respect des conditions posées par l'autorisation, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra prononcer le retrait définitif de cette autorisation.

En cas d'infraction au présent article, la police ou l'agent habilité pourra faire cesser immédiatement l'activité.

Article 49.

Les distributeurs de journaux, d'écrits, de dessins, de gravures, d'annonces et de tous imprimés quelconques dans les espaces publics sont tenus de ramasser ceux qui seraient jetés par le public.

Il est défendu aux crieurs, vendeurs ou distributeurs de journaux, d'écrits, d'imprimés ou de réclames quelconques :

- de constituer des dépôts de journaux, écrits, etc. sur la voie publique ou sur le seuil des portes et fenêtres des immeubles ;
- d'apposer, sans autorisation du propriétaire ou de l'utilisateur, des imprimés publicitaires sur les véhicules ;
- de faire usage d'un haut-parleur ;
- d'accoster, de suivre ou d'importuner les passants.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 50.

Il est interdit, à l'extérieur des salles de spectacles ou de concerts et des lieux de réunions sportives ou de divertissements, d'accoster les passants sur la voie publique pour leur offrir en vente des billets d'entrée ou pour leur indiquer les moyens de s'en procurer.

Il est également interdit aux commerçants ou restaurateurs ainsi qu'aux personnes qu'ils emploient, d'aborder les clients ou de les héler pour les inciter à venir dans leur établissement.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 51.

Il est interdit de troubler de quelque manière que ce soit tout concert, spectacle, rencontres sportives ou réunion quelconque autorisés par l'autorité communale.

Il est notamment interdit au public :

- a) de venir sur la scène, la piste ou le terrain sans y être invité ou autorisé par les artistes, pratiquants ou organisateurs ainsi que de pénétrer dans les parties privées de l'établissement ou celles réservées aux artistes ou sportifs ;
- b) de déposer des objets pouvant nuire par leur chute ou incommoder autrement le public, les acteurs ou les pratiquants, sur les balcons et garde-corps ou de les accrocher à ces endroits ;
- c) de mettre en danger par son comportement la stabilité et/ou la sécurité des installations ou des lieux.

Outre les frais de réparation pour les dommages causés, celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative de maximum 140 euros.

Article 52.

Pendant les concerts publics, les spectacles, offices religieux et autres représentations dûment autorisées, les forains ainsi que les autres usagers de l'espace public doivent, sur simple demande de la police ou d'un agent habilité, cesser toute perturbation sonore de nature à troubler ces manifestations.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 53.

Il est interdit de procéder, sans l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, au montage de toute installation provisoire destinée à accueillir le public à l'occasion de toute manifestation culturelle, sportive ou quelconque, quels qu'en soient les matériaux constitutifs

ou les techniques de montage ou de fixation au sol, et ce conformément à toute réglementation en vigueur.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 350 euros.

Section 3. Installation de grues

Article 54.

Toute installation d'une grue ou tout autre moyen de levage sur l'espace public est soumise à l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Il est exigé :

1. qu'avant toute mise en service d'une grue et chaque fois que le Règlement Général sur la Protection du Travail exige l'établissement d'un procès-verbal de vérification, une photocopie de cette pièce, rédigée par un organisme agréé, soit envoyée au Collège des Bourgmestre et Echevins, dans un délai d'une semaine avant le montage ou le remontage ;
2. que toute utilisation de grue soit subordonnée à la production d'un plan du chantier, en deux exemplaires, avec toutes les indications utiles et les caractéristiques de l'engin, y compris l'encombrement et le rayon de giration de la flèche ;
3. que les grues aient une assise stable au sol, de façon à éviter leur renversement. Quant aux grues montées sur rail, elles seront de plus fixées à ces derniers et leur chemin de roulement sera maintenu fermement au sol de manière à éviter son arrachement ;
4. qu'au fur et à mesure de l'élévation du bâtiment, la grue soit, ou bien comprise dans la construction, ou bien solidement amarrée en plusieurs endroits ;
5. que les utilisateurs soient tenus de prendre toutes les dispositions adéquates pour que, lorsque la grue se trouve placée dans la position girouette, sa stabilité ne soit pas réduite ;
6. que, lorsque les matériaux transportés sont pulvérulents, liquides ou susceptibles de s'épandre, ils soient enfermés dans des conteneurs de façon à ce que rien ne puisse tomber sur le domaine public, dans les propriétés privées ou dans l'enclos formé par des palissades. Celles-ci devront au besoin, sur injonction de la police ou d'un agent habilité, être enlevées à chaque fermeture journalière du chantier ;
7. qu'une liste comportant les noms, adresses et numéros de téléphone, de l'entrepreneur, de l'ingénieur ou du technicien qualifié ainsi que d'un membre du personnel grutier pouvant être atteints rapidement, de jour comme de nuit et en tous temps, soit déposée, avant l'emploi de la grue, au bureau de police le plus proche. Une copie en sera affichée à l'extérieur du bureau du chantier et doit être lisible de la voie publique.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 350 euros, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra prononcer la fermeture provisoire du chantier à celui qui enfreint les dispositions du présent article.

Section 4. Occupation privative de l'espace public

Article 55.

Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, et sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme, sont interdites :

1. Toute occupation privative de la voie publique au niveau, au-dessus ou en-dessous du sol, notamment tout objet fixé, accroché, suspendu, déposé ou abandonné ;
2. L'installation à tout lieu élevé des bâtiments ou contre les façades des maisons, d'objets pouvant nuire par leur chute, même s'ils ne font pas saillie sur la voie publique.

Sans préjudice de l'article 58, sont exceptés de cette disposition les objets déposés sur les seuils des fenêtres et retenus par un dispositif solidement fixé, non saillant, ainsi que les hampes de drapeaux.

Sans préjudice des dispositions prévues par le code de la route, aucun objet ne pourra masquer, même partiellement, les objets d'utilité publique dont la visibilité doit être assurée intégralement.

Les objets déposés, fixés, accrochés ou suspendus en contravention au présent article devront être enlevés à la première réquisition de la police ou d'un agent habilité, faute de quoi il pourra y être procédé d'office aux frais, risques et périls du contrevenant.

Sans préjudice du paragraphe précédent, celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 350 euros.

Article 56.

§1. Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, il est interdit de placer des terrasses de cafés, des étals de commerçants, des menus ou des dispositifs publicitaires sous quelque forme et d'exposer des marchandises ou des imprimés sur l'espace public.

Les objets placés ou étalés en contravention avec le présent article devront être enlevés à la première réquisition de la police ou d'un agent habilité, faute de quoi il pourra y être procédé d'office aux frais, risques et périls du contrevenant

§2. Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.

Sans préjudice de la réglementation en matière d'urbanisme, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra prononcer le retrait administratif de l'autorisation qu'il avait accordée à l'exploitant au cas où ce dernier ne respecterait pas les conditions posées lors de l'octroi de ladite autorisation.

Article 57.

Il est défendu de suspendre sur les façades avant de bâtiments ou de suspendre à travers la voie publique des calicots, banderoles, guirlandes lumineuses, drapeaux, câbles, appareils et autres connexions émanant d'une initiative privée, sans l'autorisation écrite et préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Cette disposition n'est pas applicable en cas de pavoiement faisant l'objet d'une autorisation générale ou communale.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 58.

Les propriétaires ou utilisateurs d'antennes, de paraboles et d'enseignes lumineuses doivent constamment en contrôler la parfaite stabilité.

Les antennes ne peuvent jamais être installées en façade avant d'immeuble.

Toute antenne ou toute enseigne lumineuse ou non, qui n'est plus utilisée, devra être enlevée dans les trente jours suivant la cessation de l'usage.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros. En outre, il est tenu d'enlever l'antenne, l'enseigne lumineuse et/ou la parabole concernée, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 59.

Les arbres et les plantations dans les propriétés privées doivent être taillés de manière à ce que toute branche surplombant la voie publique se trouve à 2,50 m au moins au-dessus du sol et son extrémité à 0,50 m au moins en retrait de la voie carrossable.

Si des raisons particulières de sécurité l'exigent, la police ou un agent habilité pourra imposer des mesures différentes et les travaux prescrits devront être effectués au plus tard le huitième jour suivant la notification y relative.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 140 euros, celui qui enfreint les dispositions du présent article est tenu de mettre aussitôt les choses en état, faute de quoi, la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Article 60.

Il est interdit de faire passer de l'intérieur des immeubles sur la voie publique des objets longs ou encombrants sans prendre les précautions indispensables pour garantir la sécurité des passants.

Les mêmes précautions sont à observer pour ouvrir les persiennes, volets mobiles ou stores installés au rez-de-chaussée lorsque l'immeuble se trouve dans un alignement général jouxtant la voie publique.

Les volets et persiennes, lorsqu'ils seront ouverts, devront toujours être maintenus par leurs arrêts ou crochets.

Les arrêts et crochets placés au rez-de-chaussée devront être fixés de manière à ne pas blesser les passants ou constituer une nuisance pour la sécurité.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 61.

Les entrées de cave et accès souterrains pratiqués dans la voie publique ne peuvent être ouverts que pendant le temps strictement nécessaire aux opérations nécessitant l'ouverture et qu'en prenant toutes les mesures pour garantir la sécurité des passants.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 110 euros.

Article 62.

§ 1. Il est interdit d'encombrer de matériaux ou saletés la voie publique aux abords des chantiers et lieux de chargement et de déchargement.

§ 2. Il est interdit de déposer ou d'abandonner des produits, matériaux, engins, conteneurs, élévateurs, échafaudages, dans l'espace public après la fin des travaux.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 350 euros, celui qui enfreint les dispositions du présent article est tenu de remettre aussitôt les choses en état, faute de quoi, la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Section 4bis.- Numérotation des logements.

Article 62bis.

§1. Tout immeuble est identifié par un numéro de rue attribué par la commune.

§2. Dans le cas où un immeuble est composé de plusieurs logements, chaque logement possède un numéro distinct qui l'identifiera.

En suite du numéro de rue de l'immeuble, les deux chiffres suivants désignent l'étage (précédé d'un 0 pour les logements jusqu'au 9^{ème} étage). Les deux derniers chiffres désignent le numéro du logement à l'étage concerné (précédé d'un 0 pour les étages possédants jusqu'à 9 logements).

§3. Dans le cas où un immeuble est désigné également par une lettre, elle suit immédiatement le numéro de rue. Les deux chiffres suivants déterminent l'étage du logement et le dernier chiffre le numéro du logement à l'étage concerné.

Article 62ter

La sous-numérotation doit être faite en fonction de l'accès à l'étage concerné et dans le sens des aiguilles d'une montre en commençant toujours par la gauche de l'accès à l'étage.

Lorsque l'on peut accéder à un étage par un ascenseur et par un escalier, il convient de définir la sous-numérotation au départ de la sortie de l'ascenseur.

Lorsqu'il y a plusieurs ascenseurs pour accéder au même étage il convient de définir la sous-numérotation en commençant par l'ascenseur le plus à gauche en regardant la façade depuis la voirie principale.

Article 62quater

Pour les logements situés en sous-sol la numérotation commence par 99 pour le -1, 98 pour le -2 et ainsi de suite.

Pour les logements situés en entre-étage, la numérotation viendra immédiatement en suite de celle de l'étage immédiatement inférieur.

Article 62quinquies

Au cas où l'immeuble est composé de plusieurs bâtiments, la numérotation débute par le premier logement du bâtiment dont l'accès est le plus à gauche en partant de la voirie. Elle s'ensuit par l'étage équivalent de l'accès du second bâtiment en suivant les aiguilles d'une montre. Et ainsi de suite en repartant du premier bâtiment pour les étages supérieurs.

Article 62sexies

Le numéro du logement tel que défini à l'article 62bis §1 et §2 doit être affiché sur sa ou ses portes d'entrée et également sur le dispositif d'avertissement sonore situé à l'accès principal.

Article 62septies

En cas de travaux ultérieurs modifiant le nombre de logements d'un immeuble, une nouvelle numérotation est obligatoire.

Article 62octies

Au cas où l'immeuble dispose de plus de sept logements par étage, un plan reprenant le dispositif des logements est affiché à l'entrée de l'accès de l'étage concerné tel que défini à l'article 62 ter.

Article 62nonies

Le constructeur, propriétaire et syndic sont tenus de numéroter les logements de leur immeuble en tenant compte des prescrits du présent règlement de police.

Article 62decies

Les infractions aux dispositions de la présente section sont passibles d'une amende administrative d'un montant de maximum de € 110,00 à charge du ou des propriétaires du logement.

Article 61 undecies

L'application de la présente sanction ne pourra se faire qu'après avertissement préalable du propriétaire du bien par la commune.

Section 5. Utilisation des façades d'immeubles**Article 63.**

§1. Tout propriétaire d'immeuble appose de façon visible à front de rue le numéro attribué par la Commune et place par surface occupée ou unité d'habitation, un dispositif technique

d'avertissement tel qu'une sonnette en parfait état de fonctionnement. L'occupant appose de façon visible son nom sur le dispositif précité.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 110 euros.

§2. Il est interdit de masquer, d'arracher, de dégrader d'une manière quelconque ou de faire disparaître les numéros des immeubles.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 110 euros.

§3. En cas de changement de numéro, l'ancien devra être masqué ou barré d'un trait noir et ne pourra être maintenu que six mois au plus à partir de la notification faite à ce sujet par l'Administration.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 110 euros.

§4. Si des travaux quelconques à l'immeuble entraînent nécessairement la suppression du numéro, ce dernier devra être rétabli au plus tard huit jours après la fin des travaux.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 70 euros.

§5. Il est interdit de masquer, d'arracher, de dégrader d'une manière quelconque ou de faire disparaître les plaques indicatrices du nom des voies publiques.

Outre les frais de remplacement ou de remise en état, celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 64.

Les propriétaires, usufruitiers, locataires, occupants ou responsables à un titre quelconque d'un immeuble sont tenus, sans que cela entraîne pour eux le moindre dédommagement, d'autoriser sur la façade ou le pignon de leur immeuble, même lorsqu'il se trouve en dehors de l'alignement, et dans ce cas, éventuellement à front de voirie, la pose :

1° d'une plaque indiquant le nom de la rue du bâtiment ;

2° la pose de tous signaux routiers ;

3° l'ancrage pour l'éclairage public, les publicités publiques, guirlandes publiques, caméras publiques de surveillance,....

4° de tout dispositif de sécurité.

Les propriétaires, usufruitiers, locataires, habitants ou responsables à un titre quelconque de biens immobiliers doivent s'assurer que ceux-ci, de même que les installations et appareils dont ils sont équipés, soient en parfait état de conservation, d'entretien et de fonctionnement de manière à ne pas constituer une menace pour la sécurité publique.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.

Section 6. Mesures générales de nature à prévenir les atteintes à la sécurité publique

Article 65.

Il est interdit d'imiter les appels ou signaux des pompiers, police locale ou fédérale et d'autres services de secours.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.

Article 66.

Tout appel au secours abusif ou tout usage abusif d'une borne d'appel ou d'un appareil de signalisation destiné à assurer la sécurité des usagers est interdit.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 67.

Il est interdit à toute personne non habilitée à cette fin de pénétrer dans les constructions ou installations d'utilité publique non accessibles au public.

Il est interdit à toute personne non mandatée par l'Administration communale de manœuvrer les robinets des conduites ou canalisations publiques de toute nature, les interrupteurs de l'éclairage public électrique, les horloges publiques, les appareils de signalisation ainsi que les équipements de télécommunication placés sur ou sous la voie publique ainsi que dans les bâtiments publics.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.

Article 68.

Toute personne sommée par l'autorité administrative de réparer ou de démolir des édifices menaçant ruine est tenue d'y procéder sans délai, à défaut de quoi il y sera procédé par la Commune aux frais, risques et périls du contrevenant.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.

Article 69.

Il est interdit d'enlever des gazons, terres, pierres ou matériaux dans les lieux appartenant au domaine public de la Commune sans y être dûment autorisé.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 70.

Il est interdit à toute personne non autorisée d'entrer ou de passer sur le terrain d'autrui, d'y laisser passer l'animal sous sa garde, d'y couper ou détruire des récoltes ou toute production de la terre, même sans intention de les voler.

Il est interdit de marauder, de soustraire ou de dérober ou d'endommager sur le terrain d'autrui, des récoltes ou des productions de la terre.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 71.

Sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires, il est interdit de manipuler tout produit dangereux, toxique, explosif ou inflammable dans l'espace public.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.

Article 72.

Le propriétaire des immeubles inoccupés ou des terrains non bâtis sera tenu de prendre des mesures matérielles adéquates afin d'y interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.

Article 73.

Les clôtures, cloisons, palissades ancrées dans le sol et bordant des terrains non bâtis de même que celles accrochées aux immeubles bâtis doivent être solidement fixées de manière qu'elles ne puissent se renverser ou tomber même par vent violent.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Section 7. Incendies

Article 74.

Dès qu'un incendie se déclare, les personnes qui s'en aperçoivent sont tenues d'en donner immédiatement avis au centre d'appel d'urgence.

Article 75.

Les occupants d'un immeuble dans lequel un incendie s'est déclaré ainsi que ceux des immeubles voisins doivent :

1. obtempérer immédiatement aux injonctions et réquisitions des pompiers, agents de la Protection civile, des fonctionnaires et auxiliaires de police ou d'autres services publics dont l'intervention est nécessaire pour combattre le sinistre ;
2. permettre l'accès à leur immeuble ;
3. permettre l'utilisation des points d'eau et de tous moyens de lutte contre l'incendie dont ils disposent.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 350 euros.

Article 76.

Sont interdits sur la voie publique et dans les lieux accessibles au public le stationnement de véhicules et le dépôt, même temporaire, de choses pouvant gêner ou empêcher le repérage, l'accès ou l'utilisation des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.

Article 77.

Il est interdit de dénaturer, de dissimuler ou de laisser dissimuler les signaux d'identification ou de repérage des ressources en eau pour l'extinction des incendies.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.

Article 78.

Les bouches d'incendie, les couvercles ou trapillons fermant les chambres des bouches d'incendie et les puisards doivent toujours rester dégagés, bien visibles et aisément accessibles.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 79.

Sans préjudice des dispositions légales en vigueur, il est interdit dans les endroits accessibles au public de déposer, accrocher ou suspendre des objets quelconques pouvant gêner le passage dans des escaliers, dégagements, sorties de secours ainsi que dans les voies qui y mènent ou de réduire autrement leur largeur ou hauteur.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.

Article 80.

§1. Tout bâtiment ou construction dont l'accès principal ne donne pas directement sur la voie publique doit être accessible aux véhicules de secours. Cette voie d'accès doit permettre la circulation, le stationnement et les manœuvres du matériel utilisé par les services de secours et les sapeurs-pompiers.

§2. Cette voie d'accès doit toujours rester dégagée et aisément accessible. Il est interdit d'y immobiliser des véhicules ou d'y abandonner des matériaux ou objets quelconques.

§3. Cette voie d'accès sera signalée par tout moyen de signalisation jugé adéquat.

Celui qui enfreint les dispositions du paragraphe 2 sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.

Section 8. Dispositions particulières à observer par temps de neige ou de gel

Article 81.

Les trottoirs couverts de neige ou de verglas doivent être balayés ou rendus non glissants sur les deux tiers de leur largeur avec un minimum de 1m50.

La neige doit être déposée en tas sur et au bord du trottoir et ne peut être jetée sur la chaussée. Les avaloirs d'égouts et les caniveaux doivent rester libres.

Ce soin incombe aux personnes chargées de l'entretien des trottoirs visées à l'article 21 du présent règlement, selon les distinctions y établies.

L'épandage de sable ou de tout autre produit dans le but de faire fondre la neige ou le gel sur les marches d'escaliers extérieurs, sur les trottoirs ou sur la voie publique, ne délie pas les personnes qui y procèdent des obligations prévues à la présente disposition.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 82.

Les stalactites de glace qui se forment aux parties élevées des immeubles surplombant la voie publique doivent être enlevées.

Cette obligation incombe aux personnes chargées de l'entretien des trottoirs visées à l'article 21 du présent règlement, selon les distinctions y établies.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 83.

Il est interdit sur la voie publique :

- de verser ou de laisser s'écouler de l'eau par temps de gel ;

- d'établir des glissoires ;
- de déposer ou de jeter de la neige ou de la glace en provenance des propriétés privées.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 110 euros.

Article 84.

Il est défendu de descendre sur la glace des canaux, bassins et cours d'eau, sans autorisation des autorités compétentes.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Section 9. Activités et aires de loisir

Article 85.

Les engins mis à la disposition du public dans les aires ou terrains de jeux communaux doivent être utilisés de manière telle que la sécurité et la tranquillité publiques ne soient pas compromises.

Les emplacements réservés à des jeux ou sports bien déterminés ne peuvent pas être utilisés pour d'autres jeux ou sports ou à d'autres fins.

Les enfants de moins de sept ans doivent obligatoirement être accompagnés d'un de leurs parents ou de la personne chargée de leur surveillance.

Outre les frais de réparation des dommages causés, celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative de maximum 140 euros.

Section 10. Déménagements, chargements et déchargements

Article 86.

Aucun chargement ou déchargement de meubles ou d'autres biens ne peut avoir lieu entre 22h et 7h, sauf autorisation délivrée par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Ceci ne vise pas les effets personnels lors d'un départ ou retour de voyage.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra prononcer la suspension administrative ou le retrait administratif de l'autorisation si son titulaire ne respecte pas les conditions qui y sont posées.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative de maximum 140 euros.

Article 87.

Le transport, la manipulation, le chargement et le déchargement d'objets ou d'autres biens sur la voie publique doivent être effectués en veillant à ne pas obliger les piétons à quitter le trottoir, à ne pas les heurter ou les blesser et à ne compromettre ni la sécurité ni la commodité du passage, ni la tranquillité publique. Ces transports, chargements et déchargements ne pourront s'effectuer que devant l'immeuble ou le garage de l'exploitant ou de l'occupant des lieux.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative de maximum 140 euros.

Article 88.

Il est interdit d'abandonner les caddies dans l'espace public.

Les exploitants de surfaces de distribution sont tenus de prendre toutes mesures propres à garantir le respect de la présente disposition ; ils sont tenus en outre d'assurer l'identification des caddies.

Toute infraction à la présente disposition sera punie d'une amende administrative d'un montant maximum de 70 euros à charge de l'exploitant mentionné sur les caddies.

CHAPITRE IV – TRANQUILLITE PUBLIQUE

Section 1. Activités dérangeantes

Article 89.

Sont interdits sur le territoire de la Commune, toute exposition, diffusion, commerce :

- de livres ou tous supports écrits,
- des moyens sonores ou audiovisuels,
- d'objets, d'emblèmes, de signes,

incitant à la violence et à la haine en contradiction avec la Déclaration universelle des Droits de l'homme.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative de maximum 210 euros.

Section 2. Nuisances sonores

Article 90.

La manipulation, le chargement ou le déchargement des matériaux, engins ou objets sonores quelconques, tels que plaques, feuilles, barres, boîtes, bidons ou récipients métalliques ou autres, sont régis par les principes suivants :

1. ces objets doivent être portés et non traînés, posés et non jetés ;
2. si ces objets en raison de leurs dimensions ou de leur poids, ne peuvent être portés, ils devront être munis d'un dispositif permettant de les déplacer sans bruit.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 91.

Sauf autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins, sont interdits dans l'espace public:

1. les auditions vocales, instrumentales ou musicales ;
2. l'usage de haut-parleurs, d'amplificateurs ou d'autres appareils produisant ou reproduisant des ondes sonores ;
3. les parades et musiques foraines.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 92.

Sont interdites les nuisances sonores diurnes de nature à troubler la tranquillité et la quiétude du voisinage et dont l'intensité des ondes sonores produites (entre autres par les cris d'animaux, dans les propriétés privées, dans les établissements accessibles au public ou dans les véhicules se trouvant sur la voie publique) dépasse le niveau de bruit ambiant de la rue.

Les infractions à la présente disposition commises à bord des véhicules seront présumées commises par leur conducteur.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.

Article 93.

Il est interdit de sonner ou de frapper aux portes dans le but d'importuner les habitants.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 110 euros.

Section 3. Tondeuses à gazon

Article 94.

L'usage de tondeuses à gazon et autres engins de jardinage actionnés par un moteur est interdit les dimanches et jours fériés légaux. Les autres jours, leur usage est interdit entre 22h et 7h.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 70 euros.

Section 4. Systèmes d'alarme

Article 95.

Les véhicules se trouvant aussi bien dans l'espace public que dans les lieux privés, équipés d'un système d'alarme, ne peuvent en aucun cas incommoder le voisinage.

Le propriétaire d'un véhicule dont l'alarme s'est déclenchée doit y mettre fin immédiatement.

Lorsque le propriétaire ne se manifeste pas après le déclenchement intempestif de l'alarme, les services de police pourront prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, aux frais, risques et périls du contrevenant.

Outre les mesures susmentionnées, qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, tout propriétaire d'un véhicule dont l'alarme cause nuisance sans raisons valables sera puni d'une amende administrative de maximum 140 euros.

Article 96.

L'utilisateur d'un système d'alarme dans un lieu privé dont l'alarme s'est déclenchée doit y mettre fin dans les plus brefs délais.

Lorsque l'utilisateur ne se manifeste pas dans les délais prévus après le déclenchement de l'alarme, les services de police pourront prendre les mesures qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, aux frais, risques et périls du contrevenant.

Outre les mesures susmentionnées, qui s'imposent pour mettre fin à cette nuisance, tout utilisateur d'un système d'alarme dans un lieu privé dont l'alarme cause nuisance sans raisons valables sera puni d'une amende administrative de maximum 140 euros.

Section 5. Pollution lumineuse

Article 97.

Sauf autorisation préalable et écrite du Bourgmestre, il est interdit d'émettre ou projeter, soit directement, soit par la réflexion de faisceaux lumineux, de la lumière laser ou assimilée.

Chaque exploitant doit prendre les mesures nécessaires afin d'éviter la pollution lumineuse.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

CHAPITRE V – ESPACES VERTS

Article 98.

§1. Les heures d'ouverture des parcs et jardins publics sont affichées à une ou plusieurs de leurs entrées.

Si les heures d'ouverture ne sont pas indiquées, l'accès se fait sous la seule responsabilité des usagers entre le coucher et le lever du soleil, ainsi qu'en cas de tempête.

Le Bourgmestre ou l'autorité qui gère l'espace vert peut ordonner la fermeture en cas de nécessité.

§2. Nul ne peut pénétrer à l'intérieur des parcs et jardins publics en dehors des heures d'ouverture ou en cas de fermeture visée au §1er.

Il est de même interdit d'escalader ou de forcer les clôtures et grillages.

§3. Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 99.

L'entrée dans les parcs et jardins publics et les aires ou terrains de jeux communaux est interdite aux personnes sous influence, à celles qui ne sont pas vêtues décentement et aux enfants de moins de 7 ans non accompagnés.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 100.

Nul ne peut, dans les espaces verts, par quelque comportement que ce soit, gêner les usagers ou perturber la quiétude des lieux ou la tranquillité des visiteurs.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 101.

§1. Il est interdit d'enlever les bourgeons et fleurs ou plantes quelconques.

Il est interdit de mutiler, secouer ou écorcer les arbres, d'arracher ou de couper les branches, les fleurs ou toute autre plante, d'arracher les pieux et autres objets servant à la conservation des plantations, de dégrader les chemins et allées, de s'introduire dans les massifs et les tapis végétaux, de les détruire ou de les endommager, et de grimper aux arbres.

§2. Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut déroger au présent article pour l'organisation d'événements exceptionnels.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 102.

Il est défendu de s'introduire dans les espaces verts avec des objets encombrants, des véhicules, motocyclettes et vélos.

Cette disposition n'est pas applicable pour :

- les vélos, trottinettes, les planches à roulettes et les patins à roulettes dans la mesure où ils sont utilisés par des enfants et où leur conduite ne met pas en danger la sécurité des autres usagers;
- les vélos, trottinettes, les planches à roulettes et les patins à roulettes aux endroits spécifiquement destinés à cet effet ;
- les véhicules et les vélos des services communaux, de police et de secours ;
- les services d'entretien.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 103.

Il est interdit d'utiliser les emplacements réservés à des jeux ou sports bien déterminés pour d'autres jeux ou sports ou à d'autres fins.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 104.

Il est interdit de pêcher sauf autorisation de l'autorité compétente.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 105.

Sauf autorisation de l'autorité compétente, il est interdit de capturer des oiseaux et de détruire les nids, d'importuner, de blesser ou de tuer tout animal se trouvant dans l'espace public.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 106.

Il est interdit de faire du feu dans l'espace public et les espaces accessibles au public sans autorisation de l'autorité compétente.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 107.

Sauf autorisation de l'autorité compétente, aucune activité collective de nature festive, sportive et/ou culturelle ne peut avoir lieu dans les parcs et jardins publics.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 108.

Toute personne qui refuse de tenir compte des observations faites par une personne habilitée en vertu du présent règlement pourra être expulsée des espaces verts.

CHAPITRE VI – ANIMAUX

Article 109.

Les animaux doivent être maintenus par tout moyen, et au minimum par une courte laisse.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 110.

Les propriétaires d'animaux ou les personnes qui en ont la garde même occasionnellement ont l'obligation de veiller à ce que ces animaux n'incommodent pas le public de quelque manière que ce soit.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 111.

Il est interdit dans l'espace public :

1. de se trouver avec des animaux agressifs ou enclins à mordre des personnes ou d'autres animaux, s'ils ne sont pas muselés ; cette disposition est également applicable dans les lieux accessibles au public ;
2. de se trouver avec des animaux dont le nombre, le comportement ou l'état de santé pourraient porter atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique ;
3. de laisser divaguer tout animal ; les animaux divagants pourront être saisis et mis en fourrière aux frais, risques et périls du propriétaire ou de celui qui en a la garde ;
4. d'abandonner des animaux à l'intérieur d'un véhicule en stationnement s'il peut en résulter un danger ou une incommodité pour les personnes ou pour les animaux eux-mêmes ; cette disposition est également applicable dans les parkings accessibles au public.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 210 euros.

Article 112.

Sauf autorisation du Bourgmestre, le dressage de tout animal est interdit sur l'espace public.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 350 euros.

Article 113.

Il est interdit d'organiser, d'encourager ou de participer à tout combat d'animaux.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 114.

§1. Sans préjudice de l'application de l'article 13 du présent règlement, les personnes qui accompagnent un chien sont tenues de ramasser de manière adéquate les déjections de l'animal sur l'espace public, à l'exception des bouches d'égouts et des endroits spécialement prévus et aménagés à cet effet.

Outre l'application d'une amende administrative de maximum 250 euros, celui qui enfreint ce paragraphe doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

§2. Le maître ou le gardien de l'animal doit disposer en tout temps d'au moins deux sachets ou d'objets similaires pour éliminer les déjections de l'animal. Ces sachets ou objets doivent être jetés dans les poubelles installées le long de la voie publique ou dans les poubelles situées sur le site fréquenté par l'animal. Ces sachets ou objets similaires devront être présentés sur toute demande d'une personne habilitée ou de la police.

Celui qui enfreint les dispositions du présent paragraphe sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 115.

§1er. Il est interdit d'introduire tout animal quelconque dans les aires de sport, de jeux et les pelouses, sauf aux endroits spécifiquement prévus à cet effet.

§2. Sauf autorisation du Bourgmestre, il est interdit d'introduire des animaux dangereux dans les espaces verts.

§3. A l'exception des chiens assistant des moins valides, il est interdit d'introduire un animal quelconque dans les établissements accessibles au public dont l'accès lui est interdit soit par un règlement interne affiché à l'entrée, soit par des écriteaux et pictogrammes, le tout sans préjudice des dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène des locaux et des personnes dans le secteur alimentaire.

§4. Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 116.

Sauf autorisation, il est interdit, même pour la boucherie ou l'accomplissement d'un rite religieux :

- de détenir, dans les habitations, du bétail destiné à l'abattage ;
- de procéder à l'abattage des animaux dans les habitations ;
- de livrer, vendre, présenter à la vente sur la voie publique du bétail destiné à l'abattage ;
- de transporter du bétail sans autorisation.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 280 euros.

Article 117.

La détention d'animaux sauvages ou exotiques doit faire l'objet d'une déclaration préalable et écrite au Bourgmestre.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 118.

Il est interdit de détenir tout animal considéré comme dangereux en dehors des cirques.

Celui qui enfreint les dispositions du présent article sera puni d'une amende administrative d'un montant maximum de 140 euros.

Article 119.

Les animaux qui présentent un danger pour la vie et l'intégrité physique des personnes, des autres animaux ou pour la sécurité des biens, peuvent être soustraits à la libre disposition du propriétaire, du possesseur ou du détenteur par un agent de police pour les nécessités du maintien de la sécurité et de la tranquillité publique.

La confiscation se fait aux frais, risques et périls du propriétaire, du possesseur ou du détenteur de l'animal.

CHAPITRE VII – INFRACTIONS MIXTES

Article 120.

Toute personne ayant commis une infraction visée aux articles 398, 448, 461, 463, 521, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559-1°, 561-1°, 563-2° et 3°, et 563bis du Code Pénal sera punie d'une amende administrative d'un montant maximum de 350 euros.

Ces articles visent notamment les comportements suivants :

- injures ;
- vol à l'étalage ;
- destruction ou dégradation de tombeaux, monuments, objets d'art ;
- graffitis sur des biens mobiliers ou immobiliers ;
- dégradation de la propriété immobilière d'autrui ;
- destruction et dévastation d'arbres et de greffes ;
- destruction et dégradation de haies ou clôtures, déplacement ou suppression de bornes ;
- endommagement ou destruction de la propriété mobilière d'autrui ;
- bruits et tapages nocturnes ;
- voies de fait et violences légères ;
- présentation dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé, en tout ou en partie, de manière telle que l'intéressé n'est plus identifiable

CHAPITRE VIII – ARRETS ET STATIONNEMENTS

Article 121.

Toute personne ayant commis une infraction visée à l'article 3, 3° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales sera punie d'une amende administrative selon les modalités déterminées par le Roi.

CHAPITRE IX – DISPOSITIONS FINALES

Article 122.

Le présent Règlement Général de Police entre en vigueur le 26 octobre 2016 et s'appliquera aux infractions commises sur le territoire de la commune à partir de cette date. Les infractions commises avant cette date restent soumises aux dispositions du Règlement Général de Police du 3 avril 2014.

HOOFDSTUK I - ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1.

Dit reglement is van toepassing op de virtuele en reële openbare ruimte evenals op iedere voor het publiek toegankelijke ruimte.

Voor de toepassing van dit reglement wordt onder "openbare ruimte" verstaan:

1. de openbare weg, met inbegrip van de rijweg, de bermen en de trottoirs, de fietspaden, de voetgangersbruggen, ondergrondse doorgangen voor voetgangers, wegen en erfdienstbaarheden, en over het algemeen elke weg open voor het openbaar verkeer, zelfs wanneer deze op een privé-eigendom ligt.
2. de andere inrichtingen en groene zones zoals de gemeentelijke en gewestelijke parken, openbare tuinen, pleinen en speelterreinen, begraafplaatsen en over het algemeen elk deel van de openbare ruimte dat zich buiten de openbare weg bevindt, dat open is voor het personenverkeer en hoofdzakelijk bestemd is om te wandelen of voor ontspanning.
3. treinstations, metrostations en openbaar vervoer.

Artikel 2.

Dit reglement is van toepassing op alle personen die op het ogenblik van de feiten minimaal « 14 » jaar oud zijn.

Artikel 3.

§1. De door dit reglement voorgeschreven bedragen van de administratieve boetes zijn maximumbedragen. De boetes worden opgelegd in verhouding tot de ernst van de feiten. In geval van herhaling binnen de vierentwintig maanden na het opleggen van een administratieve sanctie, kunnen deze echter worden verhoogd boven de door dit reglement voorziene bedragen, zonder dat ze het maximum mogen overschrijden dat de wet voorziet.

§2. De maximumbedragen van de door dit reglement voorgeschreven administratieve boetes worden met de helft verminderd, indien de inbreuk werd begaan door minderjarigen die op het ogenblik van de feiten minstens « 14 » jaar oud waren, zonder dat ze het wettelijke maximum mogen overschrijden.

§3. De sanctionerende ambtenaar kan, indien hij dit wenselijk acht, een alternatieve maatregel voorstellen in plaats van de administratieve boete, namelijk een lokale bemiddeling of een gemeenschapsdienst, waarvan de modaliteiten zijn vastgelegd in een specifiek reglement.

§4. Indien de overtreder die het voorwerp uitmaakt van de procedure betreffende gemeentelijke administratieve sancties op het ogenblik van de feiten een minderjarige van « 14 » jaar oud is, moet de sanctionerende ambtenaar van ambtswege een bemiddeling voorstellen. Indien de bemiddelingsprocedure mislukt of geweigerd wordt, zal de sanctionerende ambtenaar een gemeenschapsdienst voorstellen aan de minderjarige overtreder of hem een administratieve boete opleggen zoals bepaald in §2 van dit artikel.

§5. Voordat de bovengenoemde administratieve procedure wordt ingezet, kan de sanctionerende ambtenaar de procedure van ouderlijke betrokkenheid toepassen door

mondelinge of schriftelijke bemerkingen over de feiten te vragen aan de vader en moeder, voogd of personen die de voogdij hebben over de minderjarige overtreder, of door een onderhoud te vragen met hen, in het bijzijn van de betreffende minderjarige.

Artikel 4.

De bepalingen in dit reglement worden toegepast onverminderd de verplichting om de belastingen en retributies te betalen die krachtens een beslissing van de gemeenteraad geheven worden.

Artikel 5.

Alleen de gemeentelijke overheid heeft tot taak ten behoeve van de inwoners een goed beleid te voeren: met name over netheid, gezondheid, veiligheid en openbare rust.

Behoudens uitdrukkelijke toelating door de burgemeester, is het verboden om maatregelen te nemen, zoals het plaatsen van gelijk welke voorzieningen, bedoeld om een of meer personen te hinderen of om de openbare orde te verzekeren of te herstellen. Dit verbod geldt zowel voor het openbare als het private domein.

Behoudens toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 350€ moeten de voorzieningen die in tegenspraak met dit artikel geplaatst zijn, op eerste vraag van de politie of van een bevoegd ambtenaar verwijderd worden. Zo niet, behoudt de gemeente zich ambtshalve het recht voor om ze weg te halen op kosten en op risico van de overtreder.

Artikel 6.

§1. De in dit reglement beoogde toelatingen worden ten voorlopigen en herroepbaren titel verleend, onder de vorm van een persoonlijke en onoverdraagbare titel waarvoor de gemeente geen verantwoordelijkheid draagt.

De toelatingen kunnen op ieder moment worden ingetrokken wanneer het algemeen belang dit vereist.

Ze kunnen ook geschorst worden of ingetrokken door het college van burgemeester en schepenen wanneer de titularis een overtreding begaat tegen dit reglement, in overeenstemming met de procedure voorzien in artikel 45 van de wet van 24 juni 2013 met betrekking tot de administratieve boetes.

§2. De begunstigden moeten zich strikt houden aan de voorschriften van de toelatingsakte en erop toezien dat het voorwerp ervan geen schade kan berokkenen aan anderen, noch de veiligheid, rust, gezondheid of de openbare netheid in het gedrang kan brengen.

De gemeente is niet aansprakelijk voor eventuele schade die kan voortvloeien uit de al dan niet verkeerde uitoefening van de activiteit die door de machtiging beoogd wordt.

§3. Wanneer de toelatingsakte betrekking heeft op:

- een activiteit of een evenement op een plaats die voor het publiek toegankelijk is, moet de akte zich op de bedoelde plaats bevinden;
- een activiteit op de openbare ruimte of een ingebruikname ervan, moet de begunstigde de akte bij zich hebben tijdens de activiteit of de ingebruikname.

§4. De in dit artikel bedoelde toelatingen, ofwel het originele exemplaar, ofwel minstens een goede en volledig leesbare kopie, moeten op elk verzoek van de politie of van een bevoegde ambtenaar getoond worden.

§5. Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een boete van maximaal 210€.

Artikel 7.

Wanneer de openbare veiligheid, netheid, gezondheid of rust in het gedrang komen door situaties waarvan de oorzaak bij private eigendommen ligt, zal de burgemeester de gepaste beslissingen nemen.

In geval van weigering van of vertraging bij de uitvoering van de voorgeschreven maatregelen, alsook indien het onmogelijk is deze aan de betrokkenen te betekenen, kan de burgemeester deze maatregelen ambtshalve laten uitvoeren, op verantwoordelijkheid van de in gebreke blijvende partijen, die de kosten hoofdelijk moeten dragen.

Artikel 8.

§1. Als een evenement, zoals een feest, een sportevenement of gelijk welke andere bijeenkomst georganiseerd wordt op voor het publiek toegankelijke plaats, en waarvoor de organisatoren niet kunnen bewijzen dat deze plaats aan de veiligheidsvoorschriften beantwoordt, namelijk de regelgeving inzake brandveiligheid, kan de burgemeester het evenement verbieden en kan de politie in voorkomend geval de inrichting laten ontruimen en sluiten.

§2. Op publiek toegankelijke plaatsen, zoals cafés, restaurants, dancings of elke andere plaats waar feesten, vermakelijkheden, danspartijen of enige andere bijeenkomst worden georganiseerd, is het verboden het maximale aantal personen te overschrijden dat tegelijk aanwezig mag zijn, bepaald door de *Dienst voor brandbestrijding en dringende medische hulp van het Brussels hoofdstedelijk gewest* in het kader van de normen inzake brandveiligheid en -preventie.

Indien dit aantal wordt overschreden, kan de politie deze plaatsen laten ontruimen en sluiten.

Artikel 9.

§1. De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op inrichtingen die doorgaans toegankelijk zijn voor het publiek, zelfs indien dit slechts onder bepaalde voorwaarden is toegelaten.

§2. Onverminderd de wettelijke bepalingen betreffende de bestrijding van geluidshinder, mag elk geluid binnen de inrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn, hoorbaar op de openbare weg, zowel overdag als 's nachts, het niveau van het straatlawaai niet overschrijden.

§3. Het is verboden voor uitbaters van inrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn, café-, cabaret-, restauranthouders en uitbaters van danszalen en in het algemeen de uitbaters die wijn, bier of gelijk welke andere dranken verkopen, hun zaak te sluiten, zolang er zich één of meer klanten bevinden.

§4. De politie kan de voor het publiek toegankelijke inrichtingen laten evacueren en sluiten wanneer wanorde of lawaai vastgesteld wordt en de openbare rust of de rust van de omwonenden kan storen.

Als de wanorde of het lawaai blijft aanhouden, kan de burgemeester iedere maatregel treffen die hij nuttig acht om de onrust te beëindigen, meer bepaald door de tijdelijke sluiting van de inrichting te bevelen voor de duur die hij bepaalt, en dit voor maximaal drie maanden.

Artikel 10.

Wie de voorschriften van dit reglement niet naleeft, is burgerlijk aansprakelijk voor de schade die eruit zou kunnen voortvloeien.

De gemeente is niet aansprakelijk voor de schade die zou voortvloeien uit de niet-naleving van de bij dit reglement voorgeschreven bepalingen.

Artikel 11.

In geval van verstoring van de openbare orde door individueel of collectief gedrag, of in geval van herhaalde inbreuken op de reglementen en verordeningen van de gemeenteraad, gepleegd op eenzelfde plaats of tijdens soortgelijke evenementen en die een verstoring van de openbare orde of overlast inhouden, kan de burgemeester beslissen om een tijdelijk plaatsverbod voor de pleger(s) van dit gedrag uit te spreken. Dit plaatsverbod kan tweemaal worden verlengd.

Onder "tijdelijk plaatsverbod" wordt verstaan het verbod binnen te treden in een of meerdere duidelijke perimeters van plaatsen bepaald als toegankelijk voor het publiek. Wordt beschouwd als plaats die toegankelijk is voor het publiek elke plaats die gelegen is in de gemeente die niet enkel toegankelijk is voor de beheerder van de plaats, voor degene die er werkt of voor degenen die er individueel worden uitgenodigd, met uitzondering van de woonplaats, de werkplek of de plaats van de onderwijs- of opleidingsinstelling van de overtreder.

In geval van niet-naleving van het tijdelijk plaatsverbod, wordt de pleger of worden de plegers van die gedragingen gestraft met een geldboete met een maximumbedrag van 350€.

Artikel 12.

- §1. Iedere persoon die zich in de openbare ruimte bevindt of op een plaats die voor het publiek toegankelijk is, moet zich onmiddellijk schikken naar de bevelen of verzoeken van de politie of van gemachtigde ambtenaren, met het oog op:
1. de vrijwaring van de openbare veiligheid, rust, netheid of gezondheid;
 2. het vergemakkelijken van de taken van de hulpdiensten en de bijstand aan personen in nood;
 3. het doen naleven van de wetten, reglementen en besluiten.

Wanneer de politieambtenaar of een gemachtigde ambtenaar een privé-eigendom betreden heeft op verzoek van de bewoners, of in geval van brand, overstroming of een noodoproep, is deze verplichting eveneens van toepassing op de personen die zich in deze privé-eigendom bevinden.

- §2. Het is verboden om zich respectloos, agressief of bedreigend op te stellen tegenover elke persoon die bevoegd is om de wetten en reglementen te doen naleven.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve boete van maximaal 280€.

HOOFDSTUK II - OPENBARE NETHEID EN GEZONDHEID

Afdeling 1. Netheid van de openbare ruimte

Artikel 13.

Het is verboden om de openbare ruimte hoe dan ook te bevuilen of te beschadigen op gelijk welke manier, door eigen toedoen of door toedoen van personen, dieren of zaken waarop men toezicht of waarover men zeggenschap heeft, zoals:

1. de openbare ruimte in het algemeen;
2. ieder voorwerp dat bijdraagt aan de verfraaiing van de openbare ruimte;
3. ieder onderdeel van het straatmeubilair;
4. galerijen en doorgangen op private grond, toegankelijk voor het publiek;

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 280€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor, dit te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Artikel 14.

Behoudens voorafgaande machtiging van het college van burgemeester en schepenen, is het verboden gelijk welke tekens of opschriften met gelijk welk product, op de openbare weg aan te brengen.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 140€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor, dit te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Artikel 15.

Het is verboden een voertuig te stoppen op beplanting. Het is eveneens verboden met een voertuig op beplanting rond te rijden.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 210€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor, dit te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Artikel 16.

De verkopers van voedingsproducten die dadelijk op publiek toegankelijke plaatsen en buiten worden verbruikt, moeten ervoor zorgen dat hun klanten de openbare ruimte rond hun handelszaak niet bevuilen.

Zij moeten onder meer voldoende vuilnisbakken plaatsen, die duidelijk zichtbaar en goed bereikbaar zijn, tijdig deze vuilnisbakken leegmaken, het zwerfvuil dat afkomstig is van hun handel opruimen en de onmiddellijke nabijheid van hun handel schoonmaken.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 140€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor, dit te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Artikel 17.

Het is verboden om vuilnis naar buiten te vegen vanuit werven, privé-eigendommen en openbare gebouwen.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 140€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor, dit te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Artikel 18.

Het is verboden om te spuwen, te urineren of uitwerpselen achter te laten op de openbare ruimte, behalve op de plaatsen die daarvoor bestemd zijn.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 210€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor, dit te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Artikel 19.

Het is verboden om vuilniszakken, recipiënten en containers te doorzoeken, te verplaatsen, te beschadigen en de inhoud ervan over de openbare ruimte te verspreiden.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 140€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor, dit te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Artikel 20.

Het is verboden om voorwerpen die stof of enige andere poedervormige materie kan veroorzaken, uit te kloppen of uit te schudden, eender waar op en/of boven de openbare weg, op niet-bebouwde terreinen op minder dan 100 meter van woningen, vanaf eender welk deel van de gebouwen.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 120€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor, dit te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Afdeling 2. Voetpaden, bermen en onderhoud van eigendommen

Artikel 21.

§1. De voetpaden en bermen van al dan niet bewoonde gebouwen moeten onderhouden worden en proper gehouden worden. Deze verplichtingen vallen ten laste van de eigenaar en de mede-eigenaar, van iedere houder van een zakelijk recht op het gebouw, of van de huurder of de conciërge, portier, bewaker of de personen die belast zijn met het dagelijks onderhoud van de gebouwen.

Deze verplichtingen omvatten onder andere het verwijderen van onkruid en planten, van vervuilende en/of gladmakende producten en/of materialen.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 120€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor, dit te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

§2. Voetpaden en bermen mogen enkel schoongemaakt worden op de meest aangewezen tijdstippen om de veilige en vlotte doorgang en de openbare rust niet in het gedrang te brengen.

Wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 22.

Het is verboden voor aannemers van bouwwerken en transportbedrijven de openbare weg in de directe omgeving van hun werven of hun laad- en losplaatsen te bevuilen.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 350€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor, dit te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Afdeling 3. Reinheid van gebouwen en terreinen

Artikel 23.

§1. De goede staat van de onbebouwde terreinen en onbebouwde gedeelten van eigendommen moet op ieder moment gewaarborgd worden door de in artikel 21 bedoelde personen, wat inhoudt dat ervoor dient gezorgd te worden dat de begroeiing er noch de openbare netheid noch de openbare veiligheid bedreigt en dat het afval verwijderd wordt.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 210€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor om dit te doen op kosten en op verantwoordelijkheid van de overtreder.

§2. Het is verboden op de terreinen bedoeld in §1 opslagplaatsen op te richten, al zijn deze slechts tijdelijk, en er afbraakmateriaal, steengruis, machines, voertuigen, huisvuil, of gelijk welke materialen of voorwerpen neer te zetten of achter te laten.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 210€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor om dit te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Artikel 24.

Het is verboden om hinderlijke of schadelijke goederen die de openbare hygiëne, veiligheid of gezondheid kunnen schaden, op te stapelen, te lozen, weg te gooien, achter te laten, of te laten staan in een gebouw of in een gebouw dat gebouwd wordt.

Iedere gebruiker van een gebouw zal erop toezien dat er geen enkel voorwerp, wasgoed of roerend goed dat de openbare netheid, gezondheid of de veiligheid in het gedrang zou kunnen brengen, geplaatst, gehangen of opgehangen wordt op de terrassen en balkons aan de straatkant.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 210€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor, dit te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Artikel 25.

§1. De eigenaars van onroerende goederen moeten ervoor zorgen dat deze, evenals de roerende goederen en de installaties waarmee ze uitgerust zijn, perfect bewaard worden, onderhouden worden, perfect functioneren op het vlak van gezondheid, netheid en veiligheid, en ze moeten de elementaire hygiënische maatregelen naleven.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 210€.

§2. Al wie bedoeld wordt in paragraaf 1 van dit artikel, is eveneens verplicht zich te schikken naar artikel 72 van dit reglement.

Afdeling 4. Wateroppervlakken, waterwegen, leidingen

Artikel 26.

Het is verboden om de leidingen bestemd voor de werking van fontein en of voor de afvoer van regen- of afvalwater te verstoppen.

Het is ook verboden er huisvuil, slijk, zand, enige materie, voorwerpen, dode dieren of gelijk welke substanties die een obstructie in de leidingen kunnen veroorzaken in uit te gieten.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 140€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor, dit te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Artikel 27.

Het is verboden, behoudens machtiging:

1. de riolen in de openbare ruimte te ontstoppen, schoon te maken, te herstellen, op straffe van een administratieve geldboete van maximaal 140€;
2. op de riolen in de openbare ruimte aansluitingen aan te brengen, op straffe van een administratieve geldboete van maximaal 280€.

Het verbod is niet van toepassing op het vrijmaken van rioolmonden als de minste vertraging de aangrenzende eigendommen schade zou kunnen berokkenen en voor zover er niets wordt gedemonteerd of uitgegraven.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor, dit te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Artikel 28.

Het is verboden om regenwater dat afkomstig is van bebouwde eigendommen, alsook afvalwater en ongezonde stoffen te laten afvloeien op de openbare ruimte.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 140€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor, dit te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Artikel 29.

Het is verboden om te baden in rivieren, kanalen, vijvers, spaarbekkens, fonteinen of deze op welke wijze ook te bevuilden, er dieren in te laten baden of er gelijk welk voorwerp in te wassen of in onder te dompelen.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 140€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in oorspronkelijke staat herstellen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor, dit te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Afdeling 5. Verwijdering van bepaalde afvalstoffen

Artikel 30.

§1. Het huishoudelijke afval en de voorwerpen of stoffen bestemd voor de selectieve ophalingen die door het gewest georganiseerd worden, moeten bij de ophaling volgens de voorschriften van het agentschap Net Brussel worden opgesteld.

§2. Het is verboden om in publieke vuilnisemmers, -bakken en papiermanden, afval of vuilniszakken te deponeren, met uitzondering van klein afval en zakjes met dierlijke uitwerpselen.

Wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

§3. De plaatsen die de gemeente eventueel voorbehoudt voor de ophaling van het groenafval van de inwoners van de gemeente, moeten volledig net worden gehouden.

Het storten van groenafval door beroepstuiniers is er verboden.

Onder "groenafval" verstaat men het afval afkomstig van het onderhoud van tuinen en groene ruimten of composteerbaar of biologisch afbreekbaar huishoudafval, uitgezonderd het recycleerbare afval waarvoor gescheiden ophalingen georganiseerd worden.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 140€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor, dit te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Artikel 31.

Het ledigen van beerputten en septische putten, het vervoer en de verwijdering van hun inhoud mag enkel gebeuren door een onderneming die volgens de reglementering ter zake erkend is.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Afdeling 6. Onderhoud en schoonmaak van voertuigen

Artikel 32.

§1. Het is verboden om in de openbare ruimte het onderhoud, herstellingen aan het koetswerk, de smering, olieerversing of herstelling van voertuigen of van stukken van deze voertuigen in de openbare ruimte uit te voeren of te laten uitvoeren, met uitzondering van herstellingen die uitgevoerd worden vlak nadat het defect zich heeft voorgedaan, voor zover het gaat om zeer beperkte ingrepen bedoeld om het voertuig in staat te stellen zijn weg voort te zetten of weggesleept te worden.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 280€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor, dit te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

§2. Het wassen van voertuigen, met uitzondering van voertuigen voor het al dan niet bezoldigde goederenvervoer of gezamenlijke vervoer van personen, is toegelaten op de openbare ruimte op de tijdstippen van de dag die het best verenigbaar zijn met de veilige en vlotte doorgang en de openbare rust; het mag in geen geval tussen 22 uur en 7 uur.

De producten en het gereedschap voor het herstellen of het wassen van het voertuig moeten zorgvuldig verzameld worden, zodat de doorgang van voetgangers en weggebruikers niet wordt gehinderd.

Wie deze bepalingen overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 110€.

Afdeling 7. Vuur en rook

Artikel 33.

Het is verboden de buurt te hinderen met rook, geuren of uitwasemingen van gelijk welke aard, alsook met stof of projectielen van gelijk welke aard.

Behoudens machtiging van het College van burgemeester en schepenen is het eveneens verboden vuur te maken op binnenplaatsen en in tuinen, en in open lucht enig afval en schroot te verbranden, met inbegrip van groenafval zoals bepaald in artikel 30 §3 van dit reglement.

Onverminderd het eerste lid is barbecueën toegelaten in privétuinen en enkel als er gebruik wordt gemaakt van vaste of verplaatsbare barbecuestellen.

Behoudens toelating van het College van burgemeester en schepenen, zijn barbecues op de openbare ruimte verboden.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Afdeling 8. Overnachten en kamperen

Artikel 34.

Behoudens machtiging van het college van burgemeester en schepenen is het verboden op het gehele grondgebied van de gemeente en op iedere plaats van de openbare ruimte in enig voertuig, caravan, mobilhome of een daartoe ingericht voertuig te verblijven en/of te slapen, of er te kamperen.

Behoudens toelating van het college van burgemeester en schepenen, is het eveneens verboden meer dan 24 uur onafgebroken op een privéterrein te verblijven in een mobiel onderkomen zoals een woon- en aanhangwagen, een caravan, een mobilhome of een daartoe ingericht voertuig.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Afdeling 9. Strijd tegen schadelijke en/of gevaarlijke dieren

Artikel 35.

§1. Behoudens machtiging van het college van burgemeester en schepenen, is het verboden om op de openbare ruimte en op openbare plaatsten allerlei voedsel voor dieren, met inbegrip van katten, honden, eenden, vissen, duiven... achter te laten, neer te leggen of weg te werpen.

Hetzelfde verbod is van toepassing op privéwegen, binnenplaatsen of andere delen van een gebouw, wanneer deze praktijk de netheid, gezondheid en openbare veiligheid in het gedrang dreigt te brengen, of onder meer insecten, knaagdieren en duiven dreigt aan te trekken.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 120€.

§2. De eigenaars of bewoners van gebouwen moeten de plaatsen waar duiven zouden kunnen nestelen permanent afschermen, alsook bevuilde gebouwen laten schoonmaken en ontsmetten.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 210€.

Afdeling 10. Preventiemaatregelen

Artikel 36.

De uitbater kan de toegang verbieden tot cabines, stortbaden of zwembaden en sportinrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn, voor personen:

- die duidelijk niet zindelijk zijn;
- die een besmettelijke aandoening vertonen waardoor de weigering van de toegang medisch verantwoord is.

Iedere persoon in deze toestand, die zich toch toegang verschafft tot deze gelegenheden, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 210€. Bovendien mag hij worden uitgedreven door de politiediensten, zo nodig onder dwang.

Afdeling 11. Aanplakking

Artikel 37.

§1. Het is verboden om affiches of zelfklevers aan te brengen of te laten aanbrengen gelijk waar in de openbare ruimte of op gelijk welke plaats in open lucht die zichtbaar is van op de openbare ruimte, zonder er de toelating van het college van burgemeester en schepenen of van de eigenaar of gebruiker van het goed voor te hebben gekregen, of zonder zich te schikken naar de voorwaarden die door de bevoegde overheid in de machtigingsakte zijn vastgesteld.

Het College van burgemeester en schepenen zal de definitieve intrekking of schorsing van de machtiging bevelen als de houder ervan deze voorwaarden niet naleeft.

§2. Onverminderd de politieverordeningen van de gouverneur van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad, mogen verkiezingsaffiches aangebracht worden op de plaatsen vastgesteld door de bevoegde overheid.

§3. In geval van betrapping op heterdaad, ongeacht de toepassing van §4, moeten de affiches of zelfklevers, geplaatst in overtreding met dit artikel, door de aanbrengrer of de

verantwoordelijke uitgever op simpele vraag van de politie of van een bevoegd persoon verwijderd worden.

§4. In alle gevallen, ongeacht het opleggen van een administratieve geldboete van maximaal 210€, kunnen de affiches of zelfklevers die in strijd met dit artikel aangebracht werden, verwijderd worden door de politie of een bevoegd persoon op kosten en verantwoordelijkheid van de verantwoordelijke uitgever of van de persoon die de affiches heeft aangebracht.

§5. In geval van schade voortvloeiend uit de inbreuken die door dit artikel beoogd worden, moet de overtreder de eigenaar van het betrokken goed of de overheid die overgegaan is tot het herstel in de oorspronkelijke staat, vergoeden voor alle kosten voor dit herstel in de oorspronkelijke staat.

Artikel 38.

§1 Het is verboden om de affiches, pamfletten of zelfklevers die met toelating van de overheid, eigenaar of gebruiker van het goed werden aangebracht, te bevuilen, te bedekken, te beschadigen, te veranderen, of te verwijderen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 210€.

§2. Bij ieder gebouw dat het voorwerp uitmaakt van een politieverordening van de bestuurlijke politie, moet deze affiche ad hoc op een van de muren of deuren zichtbaar vanaf de publieke ruimte opgehangen worden. De eigenaar van het gebouw moet ervoor zorgen dat deze affiche in een goede toestand blijft. Bij verwijdering of beschadiging van het document, moet hij de affiche ogenblikkelijk vervangen, op straffe van een geldboete van maximaal 350€.

Artikel 39.

§ 1. Alle officiële of openbare mededelingen bij de verhuring van een goed dat bestemd is voor bewoning in de ruime zin, moet het bedrag van de gevraagde huur en van de gemeenschappelijke lasten vermelden.

Deze vermeldingen moeten duidelijk zichtbaar en leesbaar zijn vanaf de openbare ruimte.

Elke inbreuk op dit artikel wordt bestraft met een administratieve geldboete van 50€.

§ 2. De bepalingen van artikel 3 § 1 van dit reglement zijn niet van toepassing op de inbreuken die door dit artikel beoogd worden.

HOOFDSTUK III - OPENBARE VEILIGHEID EN VLOTTE DOORGANG

Afdeling 1. Samenscholingen, betogingen, optochten

Artikel 40.

Behoudens geschreven machtiging van de burgemeester is het verboden in de openbare ruimte samenscholingen, betogingen of optochten van gelijk welke aard te organiseren en/of te bewerkstelligen en eraan deel te nemen.

Onverminderd de toepassing van artikel 6 van dit reglement, wordt diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 280€.

Artikel 41.

§1. Alle samenscholingen, betogingen of optochten van gelijk welke aard in de openbare ruimte of galerijen en passages op privé-eigendom dat voor het publiek toegankelijk is, zijn aan de schriftelijke machtiging van de burgemeester onderworpen.

§2. De vergunningsaanvraag moet minstens tien werkdagen voor de voorziene datum schriftelijk aan de burgemeester gericht worden en moet de volgende elementen bevatten:

- de naam, het adres en het telefoonnummer van de organisator(en);
- het voorwerp van het evenement;
- de datum en het tijdstip van de bijeenkomst;
- de geplande route;
- de plaats en het tijdstip waarin voor het einde van het evenement is voorzien, en in voorkomend geval, de ontbinding van de optocht;
- in voorkomend geval, of er een meeting wordt gehouden op het einde van het evenement;
- de raming van het aantal deelnemers en de voorziene vervoermiddelen;
- de ordemaatregelen die de organisatoren voorzien hebben.

§3. De houders van een machtiging moeten zich schikken naar de voorwaarden vervat in de machtiging. Het niet naleven van de voorwaarden brengt het onmiddellijke verval van de machtiging met zich mee.

Onverminderd de toepassing van artikel 6 van dit reglement, wordt diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 210€.

Afdeling 2. Hinderlijke of gevaarlijke activiteiten in de openbare ruimte

Artikel 42.

Het is verboden kleding te dragen die de openbare orde kan verstoren.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 210€.

Artikel 43.

§1. Behoudens vergunning van het college van burgemeester en schepenen, is het uitdrukkelijk verboden werkzaamheden te starten op de openbare ruimte, zowel bovengronds als ondergronds.

Wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 350€.

§2. De machtigingen die krachtens dit artikel werden verleend, leggen maatregelen op voor de veiligheid en de vlotte doorgang.

Wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 280€.

§3. Iedere persoon die werkzaamheden op de openbare ruimte uitvoert of laat uitvoeren, is moet die herstellen in de staat waarin ze zich voor de uitvoering van de werkzaamheden bevond of in de staat die in de machtiging vermeld is.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximaal 280€, moet diegene die de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor, dit te doen op kosten en op verantwoordelijkheid van de overtreder.

Artikel 44.

De aannemer en de opdrachtgever van de werkzaamheden die niet op de openbare ruimte worden uitgevoerd, moeten de richtlijnen van de gemeentelijke technische dienst naleven om de veiligheid en de vlotte doorgang op de openbare weg te vrijwaren.

Behoudens de toepassing van een administratieve boete van maximaal 280€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk in orde brengen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor, dit te doen op kosten en op verantwoordelijkheid van de overtreder.

Artikel 45.

Het is verboden om in de openbare ruimte, op plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn enige handeling uit te oefenen die de openbare veiligheid of de veilige en vlotte doorgang in het gedrang kan brengen, zoals:

1. gelijk welke voorwerpen wegwerpen, gooien of voortstuwen, plaatsen of achter te laten die kunnen schaden door hun aanwezigheid, val of ongezonde uitwasemingen, behoudens machtiging van het college van burgemeester en schepenen. Deze bepaling is niet van toepassing op sportdisciplines en spelen die in aangepaste installaties worden beoefend;

2. enig object achter te laten dat gebruikt kan worden door iemand met slechte intenties om de veiligheid van personen en goederen in het gedrang te brengen;
3. klimmen op afsluitingen, in bomen, op palen, op gelijk welke constructies of installaties;
4. gewelddadige of lawaaierige spelen of oefeningen uitvoeren;
5. gebruik maken van wapens, in het bijzonder van vuurwapens of luchtdrukwapens, uitgezonderd in schietstanden die daarvoor een machtiging hebben of in schietkramen op kermissen;
6. gebruik maken, te koop aanbieden of verdelen van vuurwerk en van knallers, behoudens machtiging van de bevoegde overheid;

Wapens, munitie, vuurwerk of knallers, gebruikt in strijd met bovenvermelde bepalingen, zullen in beslag worden genomen.

In geval van een administratieve inbeslagname, zullen de in beslag genomen voorwerpen worden vernietigd.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 350 euro.

Artikel 46.

Het is in de openbare ruimte verboden:

- de toegang tot openbare of private gebouwen of bouwwerken, ook al is dit maar gedeeltelijk, te belemmeren;
- de doorgang voor voorbijgangers, ook al is dit maar gedeeltelijk, te verhinderen.

In geval van overtreding van dit artikel, kan de politie of de gemachtigde ambtenaar de activiteit onmiddellijk doen stopzetten.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 280€.

Artikel 47.

Het gebruik van steps, rolschaatsen of skateboards is enkel toegelaten op voorwaarde dat de veiligheid van de voetgangers noch de vlotte doorgang in het gedrang wordt gebracht. De bevoegde overheid kan het echter verbieden op de plaatsen die zij bepaalt.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 120€.

Artikel 48.

Behoudens machtiging van het college van burgemeester en schepenen zijn verboden in de openbare ruimte en op openbare plaatsen, op straffe van een administratieve geldboete van maximaal 140€:

- inzamelingen, verkoopinzamelingen en verkopen;

- gelijk welke gemakkelijkheden zoals fuiven, bals, tentoonstellingen, spektakels of feestverlichting;
- artistieke prestaties;
- waarzeggerij.

De aanvragen van de machtiging moeten ingediend worden binnen de tien werkdagen die aan de activiteit voorafgaan.

In geval van niet-naleving van de voorwaarden die in de vergunning opgenomen zijn, kan het college van burgemeester en schepenen de definitieve intrekking van de vergunning uitspreken.

In geval van overtreding van dit artikel kan de politie of de gemachtigde ambtenaar de activiteit onmiddellijk doen stopzetten

Artikel 49.

De verdelers van kranten, documenten, tekeningen, etsen, advertenties en allerhande drukwerken in de openbare ruimten, moeten wat er door het publiek op de grond wordt gegooid, oprapen.

Het is verboden voor omroepers, verkopers of verdelers van kranten, documenten, drukwerken of reclame:

- stapels kranten, documenten, enz. achter te laten op de openbare weg of op deurdrempels en vensterbanken van gebouwen;
- zonder de toelating van de eigenaar of de gebruiker, reclamedrukwerk aan te brengen op voertuigen;
- een luidspreker te gebruiken;
- voorbijgangers aan te klampen, te volgen of lastig te vallen.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 140€, moet diegene die deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk reinigen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op verantwoordelijkheid van de overtreder.

Artikel 50.

Het is verboden om buiten de spektakel- of concertzalen en plaatsen voor sportbijeekkomsten of evenementen, de voorbijgangers op de openbare weg aan te klampen om hun toegangskarten te verkopen of om hun uit te leggen hoe ze er zich kunnen aanschaffen.

Het is eveneens verboden voor handelaars of restauranthouders alsook voor de personen die ze tewerkstellen, klanten aan te spreken of te roepen om ze aan te sporen naar hun zaak te komen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 51.

Het is verboden om op gelijk welke manier een concert, spektakel, evenement, sportieve bijeenkomst of gelijk welke bijeenkomst die door de gemeentelijke overheid toegelaten is, te verstoren.

Het is met name verboden voor het publiek om:

- a) het podium te betreden, zich op de piste of op het terrein te begeven zonder dat ze daar van de artiesten, sportlui of organisatoren een uitnodiging of machtiging voor hebben gekregen, of zich te begeven in de privégedeelten van de inrichting of de gedeelten voorbehouden voor de artiesten of sportlui;
- b) voorwerpen op de balkons en leuningen te deponeren of eraan te bevestigen, die door hun val of op enige andere manier het publiek, de acteurs of de sportlui kunnen storen;
- c) door hun gedrag de stabiliteit en/of veiligheid van de installaties of lokaties in gevaar te brengen.

Behoudens de reparatiekosten voor de veroorzaakte schade, zal diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, bestraft worden met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 52.

Tijdens openbare concerten, spektakels, religieuze diensten en andere rechtsgeldig toegelaten voorstellingen, moeten de marktkramers, evenals de andere gebruikers van de openbare ruimte, op eenvoudig verzoek van de politie of de gemachtigde ambtenaar alle geluidsoverlast stopzetten die deze manifestaties kan verstoren.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 53.

Het is verboden, behoudens machtiging van het college van burgemeester en schepenen, om gelijk welke voorlopige constructie op te stellen die bedoeld is om publiek te verwelkomen ter gelegenheid van culturele, sportieve of andere manifestaties, ongeacht het materiaal dat gebruikt wordt, of ongeacht de montage- of verankeringsstechnieken die toegepast worden, in overeenstemming met iedere reglementering die van kracht is.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 350€.

Afdeling 3. Plaatsing van kranen

Artikel 54.

Iedere plaatsing van een kraan of van eender welk ander hijswerktuig in de openbare ruimte is aan de machtiging van het college van burgemeester en schepenen onderworpen.

Het is verplicht:

1. voor iedere ingebruikname van een kraan en telkens als het algemeen reglement op de arbeidsbescherming de opstelling van een proces-verbaal van controle vereist, een fotokopie van dit document, door een erkend organisme opgesteld, binnen een termijn van één week vóór de montage of demontage op te sturen naar het college van burgemeester en schepenen;
2. dat ieder gebruik van de kraan onderworpen is aan de opstelling van een werfplan in twee exemplaren, met alle nuttige aanduidingen en kenmerken van het werktuig, met inbegrip van de nodige ruimte en de draaicirkel van de kraanarm;
3. dat de kranen een stabiele basis hebben op de grond, om te vermijden dat ze zouden omvallen. Kranen die op rails gemonteerd zijn, moeten daarenboven aan deze rails vastgemaakt worden en de rails moeten op hun beurt stevig in de grond verankerd worden opdat ze niet uitgerukt kunnen worden;
4. dat de kraan, naarmate de bouw vordert, hetzij in het gebouw opgenomen wordt, hetzij op verschillende plaatsen stevig verankerd wordt;
5. dat de gebruikers alle gepaste maatregelen nemen opdat de kraan geen stabiliteit zou verliezen wanneer ze zich in draaistand bevindt;
6. dat de vervoerde materialen, indien deze in poedervorm of vloeibaar zijn, of indien ze kunnen verspreid worden, zouden opgeborgen worden in containers zodat er niets kan terechtkomen op de openbare ruimte, op privé-eigendommen of binnen ruimtes die omheind zijn. De omheining moet zo nodig op bevel van de politie of gemachtigde ambtenaar verwijderd worden bij de dagelijkse afsluiting van de werf;
7. dat vóór de ingebruikname van de kraan of gelijk welk ander hijswerktuig bij de dichtstbijzijnde politiepost een lijst wordt ingediend met de namen, adressen en telefoonnummers van de aannemer, ingenieur of bevoegde technicus, alsook van een lid van het kraanpersoneel. Dit opdat zij te allen tijde snel bereikt kunnen worden, zowel overdag als 's nachts. Een kopie van deze lijst moet aan de buitenkant van het kantoor van de werf bevestigd worden en leesbaar zijn vanaf de openbare weg.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 350€, kan het college van burgemeester en schepenen de voorlopige sluiting van de werf bevelen aan diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt.

Afdeling 4. Privaat gebruik van de openbare ruimte

Artikel 55.

Behoudens machtiging van het college van burgemeester en schepenen en onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake stedenbouw zijn verboden:

1. Ieder privaat gebruik van de openbare weg boven, op of onder de begane grond, met name elk voorwerp dat vastgemaakt, vastgehecht, opgehangen, gedeponeerd of achterlaten wordt;
2. De plaatsing op hoge delen van gebouwen of tegen gevels van huizen, van voorwerpen die schade kunnen berokkenen door te vallen, ook al hangen ze over de openbare weg over.

Onverminderd artikel 58 zijn vrijgesteld van deze bepaling: de voorwerpen gedeponeerd op vensterbanken en tegengehouden door een voorziening die stevig bevestigd is en niet uitsteekt, alsook vlaggenstokken.

Onverminderd de bepalingen van het verkeersreglement, mag geen enkel voorwerp, ook al is dit maar gedeeltelijk, de voorwerpen van openbaar nut verbergen waarvan de zichtbaarheid volledig moet gewaarborgd zijn.

De voorwerpen die in strijd met dit artikel gedeponeerd, bevestigd, vastgehecht of opgehangen zijn, moeten op het eerste verzoek van de politie of van een gemachtigde ambtenaar verwijderd worden. Zo niet kunnen ze ambtshalve worden verwijderd, op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Onverminderd de vorige paragraaf, wordt diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 350€.

Artikel 56.

§1. Behoudens machtiging van het college van burgemeester en schepenen is het verboden om terrassen, kraampjes, menuborden of reclameborden onder gelijk welke vorm te plaatsen en koopwaren of drukwerk op de openbare ruimte uit te stallen.

De voorwerpen die in strijd met dit artikel zijn geplaatst of uitgesteld, moeten op het eerste verzoek van de politie of van een gemachtigde ambtenaar verwijderd worden. Zo niet kunnen ze ambtshalve worden verwijderd, op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

§2. Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve boete van maximaal 280€.

Onverminderd de bepalingen inzake stedenbouw, zal het college van burgemeester en schepenen de administratieve intrekking bevelen van de machtiging die het verleend had aan de uitbater indien deze laatste de voorwaarden niet respecteert die gesteld werden bij de toekenning van de voormelde machtiging.

Artikel 57.

Het is verboden spandoeken, wimpels, lichtslingers, vlaggen, kabels, apparaten en andere aansluitingen uitgaand van privé-initiatief op voorgevels van gebouwen of over de openbare

weg te hangen zonder voorafgaande schriftelijke machtiging van het college van burgemeester en schepenen.

Deze bepaling is niet van toepassing in geval van een vlaggenversiering waarvoor een algemene machtiging of een machtiging van de gemeente verkregen werd.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 58.

De eigenaars of gebruikers van antennes, parabolen en lichtreclame moeten voortdurend nagaan of de stabiliteit ervan perfect is.

De antennes mogen nooit aan de voorzijde van een gebouw worden geïnstalleerd.

Alle antennes of al dan niet verlichte uithangborden die niet meer gebruikt worden, moeten worden verwijderd binnen de dertig dagen die volgen op de stopzetting van het gebruik ervan.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 210€. Bovendien is hij verplicht de betreffende antenne, lichtreclame en/of parabool te verwijderen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Artikel 59.

Bomen en beplantingen in privé-eigendommen moeten zodanig gesnoeid worden dat alle takken die over de openbare weg hangen, zich op een hoogte van minstens 2,50 m van de grond bevinden en het uiteinde ervan zich op een afstand van minstens 0,50 m van de openbare rijweg bevindt.

Indien bijzondere veiligheidsredenen het vereisen, kan de politie of een gemachtigde ambtenaar andere afmetingen opleggen en zullen de voorgeschreven werkzaamheden ten laatste acht dagen na de desbetreffende betekening verricht moeten worden.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 140€, moet diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, de zaken onmiddellijk herstellen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en op verantwoordelijkheid van de overtreder.

Artikel 60.

Het is verboden lange of omvangrijke voorwerpen van de binnenkant van een gebouw op de openbare weg te laten uitsteken zonder de nodige voorzorgsmaatregelen te nemen om de veiligheid van de voorbijgangers te waarborgen.

Dezelfde voorzorgsmaatregelen dienen in acht te worden genomen bij het openen van buitenzonneblinden, jaloezieën of zonnegordijnen die op de gelijkvloerse verdieping geplaatst zijn, indien het gebouw zich langs de rooilijn bevindt die aan de openbare weg grenst.

Wanneer de buitenzonneblinden of jaloezieën open zijn, dienen ze met pallen of haken op hun plaats te worden gehouden.

De pallen en haken die op de gelijkvloerse verdieping geplaatst zijn, dienen zodanig vastgehecht te zijn dat ze de voorbijgangers niet kunnen verwonden of de veiligheid niet in het gedrang kunnen brengen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 61.

Ingangen van kelders en toegangen tot ondergrondse ruimten op de openbare weg mogen slechts geopend worden gedurende de tijd die nodig is voor de handelingen waarvoor de opening vereist is en met inachtneming van alle maatregelen om de veiligheid van de voorbijgangers te waarborgen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 110€.

Artikel 62.

§ 1. Het is verboden om aan de rand van werven, alsook aan de laad- en losplaatsen materiaal of vuilnis achter te laten op de openbare weg.

§ 2. Het is verboden om producten, materialen, toestellen, containers, liften of stellingen te deponeren of achter te laten na het einde van de werkzaamheden.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 350€, moet diegene die de bepalingen van dit artikel overtreedt, de zaken onmiddellijk herstellen. Zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Afdeling 4bis. Nummering van gebouwen en woningen

Artikel 62bis.

§1. Alle gebouwen worden geïdentificeerd aan de hand van een huisnummer, toegekend door de gemeente.

§2. Wanneer een gebouw samengesteld is uit meerdere woningen, krijgt iedere woning een verschillend nummer ter identificatie.

Naar het voorbeeld van de huisnummers, duiden de volgende twee cijfers de verdieping aan (voorafgegaan door 0 voor de woningen tot de 9^e verdieping). De twee laatste cijfers duiden de woning op de desbetreffende verdieping aan (voorafgegaan door 0 voor de verdiepingen waar tot 9 woningen zijn).

§3. Wanneer een gebouw ook met een letter aangeduid wordt, volgt die onmiddellijk op het huisnummer. De twee volgende cijfers bepalen de verdieping van de woning en het laatste cijfer is het nummer van de woning op de desbetreffende verdieping.

Artikel 62ter.

De toevoeging aan het huisnummer moet in wijzerzin toegekend worden in functie van de toegang tot de betreffende verdieping, te beginnen aan de linkerkant van de toegang tot de verdieping. Wanneer er toegang is tot de verdieping via een lift en een trap, volstaat het om de toevoeging aan het huisnummer te bepalen vanaf de uitgang van de lift. Wanneer er meerdere toegangen voor eenzelfde verdieping zijn, begint de nummering vanaf de uiterst linkse lift, te zien vanaf de hoofdstraat.

Artikel 62quater.

Voor woningen gelegen onder het straatniveau, begint de nummering bij 99 voor het eerste niveau onder de grond, 98 voor het tweede, enz.

Voor woningen gelegen op een tussenverdieping, volgt de nummering meteen op de dichtstbijzijnde ondergelegen verdieping.

Artikel 62quinquies.

Wanneer een onroerend goed bestaat uit meerdere gebouwen, begint de nummering bij de eerste woning waarvan de toegang uiterst links ligt, gezien vanaf de straatkant. Daarop volgt de verdieping equivalent met de toegang tot het tweede gebouw in wijzerzin en gaat zo verder, te herbeginnen vanaf het eerste gebouw voor de hoger gelegen verdiepingen.

Artikel 62sexies.

Het huisnummer, zoals bepaald in artikel 62bis §1 en §2, moet aangegeven worden bij de toegangsdeur(en), alsook op de bel aan de hoofdingang.

Artikel 62septies.

Wanneer later door werkzaamheden het aantal woningen in een gebouw gewijzigd wordt, is een nieuwe nummering verplicht.

Artikel 62octies.

Wanneer het gebouw uit meer dan 7 woningen per verdieping bestaat, moet een lijst van de woningen aan de ingang van de betreffende verdieping opgehangen worden, zoals bepaald in 62 ter.

Artikel 62nonies.

De bouwer, eigenaar en syndicus moeten de woningen in hun onroerend goed nummeren volgens de voorschriften van dit politiereglement.

Artikel 62 decies.

De eigenaar(s) van de woning die zich niet schikt/schikken naar de bepalingen van deze afdeling, nadat de gemeente hem/hun gelast heeft, wordt bestraft met een administratieve boete van 110€.

Afdeling 5. Gebruik van gevels van gebouwen**Artikel 63.**

§1. Alle eigenaars van onroerend goed moeten zichtbaar aan de straatkant het huisnummer van het gebouw aanbrengen. Zij moeten ook per gebruikte woonoppervlakte of wooneenheid een perfect werkende bel plaatsen. De gebruiker hangt zijn naam zichtbaar op bij de bel.

Wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve boete van maximaal 110€.

§2. Het is verboden op gelijk welke manier de huisnummers te verbergen, af te rukken, te beschadigen of te laten verdwijnen.

Wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 110€.

§3. In geval van nummerwijziging moet het oude nummer worden afgedekt of met een zwarte streep worden geschrapt. Het huisnummer mag maximaal zes maanden behouden blijven vanaf de betekening ter zake door het bestuur.

Wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 110€.

§4. Als gelijk welke werkzaamheden aan het gebouw noodgedwongen de verwijdering van het huisnummer vereisen, moet dit nummer ten laatste acht dagen na de beëindiging van de werkzaamheden opnieuw worden aangebracht.

Wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 70€.

§5. Het is verboden om op gelijk welke manier straatnaamborden te verbergen, af te rukken, te beschadigen of te laten verdwijnen.

Naast de kosten voor de vervanging of herstelling, wordt al wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 64.

De eigenaars, vruchtgebruikers, huurders, bewoners of gelijk welke verantwoordelijken van een gebouw, moeten, zonder dat dit voor hen enige schadeloosstelling impliceert, op de gevel

of de nok van hun gebouw, ook wanneer deze zich buiten de rooilijn bevindt, en in dit geval eventueel aan de straatkant, toestaan dat de volgende zaken worden aangebracht:

1° een plaat met de aanduiding van de straatnaam van het gebouw;

2° alle verkeerstekens;

3° een klem voor de openbare verlichting, openbare publiciteit, openbare feestverlichting, openbare bewakingscamera's ...

4° alle veiligheidsmateriaal.

De eigenaars, vruchtgebruikers, huurders, bewoners of gelijk welke verantwoordelijken van onroerende goederen moeten zich ervan verzekeren dat bovengenoemde zaken, alsook de installaties en apparaten waarmee ze uitgerust zijn, zich in een perfecte staat van bewaring, onderhoud en werking bevinden, opdat ze de openbare veiligheid niet in het gedrang zouden brengen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 210€.

Afdeling 6. Algemene maatregelen ter voorkoming van schendingen van de openbare veiligheid

Artikel 65.

Het is verboden de geluidssignalen of oproepen van de brandweer, lokale of federale politie en andere hulpdiensten na te bootsen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 210€.

Artikel 66.

Iedere bedrieglijke noodoproep of bedrieglijk gebruik van een telefoonpaal of signalisatietoestel dat bestemd is om de veiligheid van de gebruikers te vrijwaren, is verboden.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 67.

Onbevoegde personen mogen niet binnendringen in gebouwen of voorzieningen van openbaar nut die niet voor het publiek toegankelijk zijn.

Personen die daar door het gemeentebestuur niet toe werden gemachtigd, mogen geen kranen van openbare leidingen of kanaliseringen van gelijk welke aard, schakelaars van de openbare verlichting, openbare klokken, signalisatieapparaten, noch uitrustingen voor telecommunicatie bedienen die zich op of onder de openbare weg of in openbare gebouwen bevinden.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 210€.

Artikel 68.

Iedere persoon die door de administratieve overheid aangemaand wordt om bouwwerken die dreigen in te storten, te herstellen of af te breken, moet daar onverwijld toe overgaan. Zo niet zal de gemeente daartoe overgaan worden op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 280€.

Artikel 69.

Het is verboden om graszoden, aarde, stenen of materialen weg te nemen op plaatsen die tot het openbaar domein van de gemeente behoren, zonder daartoe de toelating te hebben gekregen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 70.

Het is voor iedere onbevoegde persoon verboden andermans terrein te betreden of er te passeren, er een dier waarvoor hij verantwoordelijk is, te laten passeren, er veldvruchten of enige voortbrengselen van de bodem af te snijden of te vernietigen, zelfs zonder de intentie deze te stelen.

Het is verboden om op het terrein van iemand anders veldvruchten of voortbrengselen van de bodem te stropen, te onvreemden, te roven of te beschadigen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 71.

Onverminderd de wettelijke voorschriften of reglementen, is het verboden om elk gevaarlijk, giftig, explosief of ontvlambaar product te bewerken in de openbare ruimte.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 280€.

Artikel 72.

De eigenaar van leegstaande gebouwen of onbebouwde terreinen moet passende materiële maatregelen treffen om de toegang te verbieden voor onbevoegden.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 210€.

Artikel 73.

De afsluitingen, tussenschotten en omheiningen die in de grond vastgezet zijn en grenzen aan onbebouwde terreinen, evenals die die bevestigd zijn aan gebouwen, moeten stevig vastgemaakt zijn opdat ze, zelfs door krachtige windstoten, niet kunnen worden omvergeblazen of niet kunnen omvallen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Afdeling 7. Brand

Artikel 74.

Zodra er brand uitbreekt, moeten de personen die het vastgesteld hebben, dit onmiddellijk melden aan de hulpdiensten.

Artikel 75.

De bewoners van een gebouw waarin brand is uitgebroken, evenals die van de omliggende gebouwen, moeten:

1. onmiddellijk gevolg geven aan de bevelen en verzoeken van de brandweer, civiele bescherming, ambtenaren en agenten van politie of andere openbare diensten waarvan de tussenkomst vereist is om de ramp te bestrijden;
2. toegang tot hun gebouw geven;
3. het gebruik toelaten van waterpunten en alle middelen om de brand te bestrijden, waarover ze beschikken.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 350€.

Artikel 76.

Zijn verboden op de openbare weg en op plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn: het parkeren van voertuigen, en het plaatsen van voorwerpen, ook al is dit maar tijdelijk, die de opsporing van, de toegang tot of het gebruik van waterbronnen voor het blussen van branden, kunnen hinderen of onmogelijk maken.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 280€.

Artikel 77.

Het is verboden om de signalen voor de identificatie of de opsporing van waterbronnen voor het blussen van branden te beschadigen, te verbergen of te laten verbergen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 280€.

Artikel 78.

De brandkranen, deksels of luiken die de ruimtes met brandkranen en putten afsluiten, moeten steeds vrij, goed zichtbaar en gemakkelijk bereikbaar zijn.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 79.

Onverminderd de wettelijke bepalingen die van kracht zijn, is het verboden op plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn, gelijk welke voorwerpen te plaatsen, te bevestigen of op te hangen die de doorgang via de trappen, aan de uitgangen of nooduitgangen alsook in de gangen die erheen leiden, hinderen of die op gelijk welke wijze hun breedte of hoogte beperken.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 280€.

Artikel 80.

§1. Alle gebouwen of constructies waarvan de hoofdingang niet rechtstreeks uitkomt op de openbare weg, moeten bereikbaar zijn voor hulpvoertuigen. Deze toegangsweg moet het verkeer, het parkeren en het aanwenden van het materiaal dat de hulpdiensten en de brandweer gebruiken, toelaten.

§2. Deze toegangsweg moet steeds vrij en gemakkelijk toegankelijk blijven. Het is verboden om er voertuigen op te parkeren of er gelijk welke materialen of voorwerpen achter te laten.

§3. Deze toegangsweg wordt aangeduid door gelijk welk signalisatiemiddel dat gepast geacht wordt.

Wie de bepalingen van paragraaf 2 overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 280€.

Afdeling 8. Bijzondere bepalingen bij sneeuw of vorst

Artikel 81.

De voetpaden die met sneeuw of ijzel bedekt zijn, moeten geruimd of slipvrij gemaakt worden over twee derde van hun breedte, met een minimum van 1,50 m.

De sneeuw moet op en aan de rand van het voetpad opgehoopt worden en mag niet op de rijweg gegooid worden. De rioolmonden en goten moeten vrij blijven.

Dit moet worden uitgevoerd door de in artikel 21 van dit reglement bedoelde personen die belast zijn met het onderhoud van de voetpaden, volgens de bepalingen die daarin zijn opgenomen.

Het strooien van zand of gelijk welk ander product om sneeuw of ijs te laten smelten op de treden van buitentrappen, op voetpaden of op de openbare weg, ontheft de personen die daartoe overgaan niet van de in deze bepaling voorgeschreven verplichtingen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 82.

Ijspegels die zich vormen aan de hogergelegen delen van gebouwen die over de openbare weg uitsteken, moeten verwijderd worden.

Deze verplichting geldt voor de in artikel 21 van dit reglement bedoelde personen die belast zijn met het onderhoud van de voetpaden, volgens de bepalingen die daarin zijn opgenomen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140.

Artikel 83.

Het is verboden om op de openbare weg:

- bij vorst water te gieten of te laten vloeien;
- glijbanen aan te leggen;
- sneeuw of ijs te storten of te gooien dat afkomstig is van privé-eigendommen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 110€.

Artikel 84.

Het is verboden om zich op het ijs van kanalen, waterbekkens en waterlopen te begeven, zonder machtiging van de bevoegde autoriteiten.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Afdeling 9. Ontspanningsactiviteiten en -plaatsen

Artikel 85.

De toestellen die ter beschikking gesteld zijn van het publiek op gemeentelijke speelpleinen of speelvelden moeten zo gebruikt worden dat de openbare veiligheid en rust niet in het gedrang komen.

De plaatsen die voor welbepaalde spelen of sporten voorbehouden zijn, mogen niet gebruikt worden voor andere spelen of sporten of voor andere doeleinden.

Kinderen onder de zeven jaar moeten verplicht vergezeld worden door een van hun ouders of door de persoon aan wier hoede ze werden toevertrouwd.

Behoudens de reparatiekosten voor de veroorzaakte schade, zal de overtreder van de bepalingen in dit artikel, bestraft worden met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Afdeling 10. Verhuizingen, laden en lossen

Artikel 86.

Er mogen geen meubels of andere goederen geladen of gelost worden tussen 22u en 7u, zonder machtiging van het college van burgemeester en schepenen. Dit verbod geldt niet voor de persoonlijke zaken bij een vertrek of terugkeer van een reis.

Het college van burgemeester en schepenen kan de administratieve schorsing of intrekking van de machtiging uitspreken indien de titularis de voorwaarden niet respecteert die daarin gesteld werden.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 87.

Bij het vervoeren, hanteren, laden en lossen van voorwerpen of andere goederen op de openbare weg moet erop gelet worden dat de voetgangers niet verplicht worden om het voetpad te verlaten, dat ze zich nergens tegen stoten of dat ze zich niet verwonden, en dat noch de veiligheid noch de vlotte doorgang, noch de openbare rust in het gedrang komen. Deze transporten, ladingen en lossingen kunnen slechts plaatsvinden voor de woning of garage van de uitbater of gebruiker van de plaatsen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 88.

Het is verboden om winkelkarren achter te laten in de openbare ruimte.

De uitbaters van winkelcentra zijn verplicht om alle nodige maatregelen te nemen die de naleving van deze bepaling garanderen. Bovendien zijn ze verplicht de identificatie van de winkelkarren te garanderen.

Iedere overtreding op deze bepaling wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 70€ ten laste van de uitbater vermeld op de winkelkarren.

HOOFDSTUK IV - OPENBARE RUST

Afdeling 1. Hinderlijke activiteiten

Artikel 89.

Zijn verboden op het grondgebied van de gemeente, iedere tentoonstelling, verspreiding en handel:

- van boeken of alle geschreven dragers,
- geluids- of audiovisuele middelen,
- voorwerpen, emblemen, tekens,

die aanzetten tot geweld en haat en in strijd zijn met de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 210€.

Afdeling 2. Geluidsoverlast

Artikel 90.

Voor het hanteren, laden of lossen van materialen, toestellen of gelijk welke voorwerpen die geluiden kunnen voortbrengen, zoals platen, bladen, staven, dozen, vaten of metalen recipiënten of andere, gelden de volgende principes:

1. deze voorwerpen moeten gedragen en niet gesleept worden, op de grond geplaatst en er niet op geworpen te worden;
2. als deze voorwerpen door hun afmetingen of hun gewicht niet gedragen kunnen worden, dienen ze uitgerust te worden met een voorziening waardoor ze geluidloos verplaatst kunnen worden.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 91.

Behoudens toelating van het college van burgemeester en schepenen, zijn in de openbare ruimte verboden:

1. vocale, instrumentale of muzikale audities;
2. het gebruik van luidsprekers, versterkers of andere apparaten die geluidsgolven produceren of reproduceren;
3. kermisparades en -muziek.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 92.

Het is overdag verboden om geluidshinder te veroorzaken die de rust en sereniteit van de buurt verstoort en waarvan de intensiteit van de voortgebrachte geluidsgolven het niveau van het straatgeluid overschrijdt (onder meer door het geroep van dieren, in privé-eigendommen, in voor het publiek toegankelijke etablissementen of in voertuigen die zich op de openbare weg bevinden).

Overtredingen tegen deze bepaling, die aan boord van voertuigen worden begaan, worden verondersteld door de bestuurder te zijn begaan.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 210€.

Artikel 93.

Het is verboden aan deuren aan te bellen of aan te kloppen met als doel de bewoners te storen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 110€.

Afdeling 3. Grasmaaiers

Artikel 94.

Het gebruik van grasmaaiers en andere tuinmachines die door een motor worden aangedreven, is verboden op zondagen en wettelijke feestdagen. Op andere dagen is het gebruik ervan verboden tussen 22u en 7u.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 70€.

Afdeling 4. Alarmsystemen

Artikel 95.

Voertuigen die zich in de openbare ruimte of op privé-eigendommen bevinden en met een alarmsysteem zijn uitgerust, mogen in geen enkel geval de buurt verstoren.

De eigenaar van een voertuig waarvan het alarm afgaat, moet het alarm meteen uitschakelen.

Wanneer de eigenaar niet opdaagt nadat het alarm ongepast afgegaan is, mogen de politiediensten de nodige maatregelen nemen om die hinder te beëindigen, op kosten en op verantwoordelijkheid van de overtreder.

Behoudens de bovengenoemde maatregelen die zich opdringen om de hinder te beëindigen, zal de eigenaar van een voertuig waarvan het alarm zonder geldige reden hinder veroorzaakt, bestraft worden met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 96.

De gebruiker van een alarmsysteem in een privé-eigendom waar het alarm afgaat, moet het alarm zo snel mogelijk uitschakelen.

Wanneer de gebruiker niet opdaagt binnen deze gestelde termijn nadat het alarm is afgegaan, mogen de politiediensten de nodige maatregelen nemen om die hinder te beëindigen, op kosten en op risico van de overtreder.

Behoudens de bovengenoemde maatregelen die zich opdringen om de hinder te beëindigen, zal de gebruiker van een alarmsysteem in een privé-eigendom waarvan het alarm zonder geldige reden hinder veroorzaakt, bestraft worden met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Afdeling 5. Lichtvervuiling

Artikel 97.

Behoudens voorafgaande en schriftelijke machtiging van de burgemeester is het verboden, hetzij rechtstreeks, hetzij door weerkaatsing van lichtbundels, laserlicht of soortgelijke, licht uit te zenden of te projecteren.

Alle uitbaters moeten de nodige maatregelen treffen om lichtvervuiling te voorkomen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

HOOFDSTUK V - GROENE RUIMTEN

Artikel 98.

§1. De openingsuren van openbare parken en tuinen zijn aangeduid bij één of meer van hun ingangen.

Indien de openingsuren ontbreken, zijn de parken en tuinen van zonsondergang tot -opgang, net als bij stormweer, uitsluitend op eigen risico van de bezoekers toegankelijk.

Indien nodig kan de burgemeester of de overheid die de groene ruimte beheert de sluiting bevelen.

§2. Niemand mag zich toegang verschaffen tot openbare parken en tuinen buiten de openingsuren of in geval van de in §1 beoogde sluiting.

Het is tevens verboden om over de hekken en afsluitingen te klimmen of ze te forceren.

§3. Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 99.

De toegang tot de openbare parken en tuinen en tot gemeentelijke speelpleinen of speelvelden is verboden voor personen in staat van dronkenschap, voor personen die niet fatsoenlijk gekleed zijn en voor kinderen jonger dan 7 jaar zonder begeleiding.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 100.

Niemand mag in de groene ruimten door gelijk welk gedrag de gebruikers hinderen of de rust van de omgeving of van de bezoekers verstoren.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 101.

§1. Het is verboden om knoppen, bloemen of planten te verwijderen.

Het is verboden om bomen te beschadigen, ermee te schudden of te onschorsen, takken, bloemen of gelijk welke andere planten uit te trekken of af te snijden, palen of andere voorwerpen voor de bescherming van aanplantingen uit te rukken, wegen en dreven te beschadigen, zich te begeven in bloemperken en grasperken, ze te vernietigen of te beschadigen en in bomen te klimmen.

§2. Het college van burgemeester en schepenen kan afwijken van dit artikel voor de organisatie van uitzonderlijke evenementen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 102.

Het is verboden om de groene ruimten te betreden met belemmerende voorwerpen, voertuigen, motorfietsen en fietsen;

Deze bepaling is niet van toepassing op:

- fietsen, steps, skateboards en rolschaatsen, voor zover ze gebruikt worden door kinderen en voor zover hun gedrag de veiligheid van andere gebruikers niet in het gedrang brengt;
- fietsen, steps, skateboards en rolschaatsen op de specifiek daarvoor bestemde plaatsen;
- de voertuigen en fietsen van de gemeentediensten, van de politie en van de hulpdiensten;
- de onderhoudsdiensten.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 103.

Het is verboden om de plaatsen die voor welbepaalde spelen of sporten voorbehouden zijn, voor andere spelen of sporten of voor andere doeleinden te gebruiken.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 104.

Het is verboden om er te vissen, behoudens een machtiging van de bevoegde overheid.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 105.

Behoudens een machtiging van de bevoegde overheid, is het verboden om vogels te vangen en hun nesten te vernielen, en alle andere dieren die zich in de openbare ruimte bevinden, lastig te vallen, te verwonden of te doden.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 106.

Het is verboden om zonder toelating van de bevoegde overheid vuur te maken in de openbare ruimte en op plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 107.

Behoudens toelating van de bevoegde overheid, mag er geen enkele collectieve feest-, sport- en/of culturele activiteit plaatsvinden in de openbare parken en tuinen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 108.

Iedere persoon die weigert rekening te houden met de opmerkingen van een persoon die krachtens dit reglement bevoegd is, kan uit de groene ruimten gezet worden.

HOOFDSTUK VI - DIEREN

Artikel 109.

Dieren moeten met alle gepaste middelen worden vastgehouden, en minstens met een korte leiband.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 110.

De eigenaars van dieren of de personen die er toezicht over hebben, ook al is dit maar occasioneel, dienen erop toe te zien dat deze dieren de omstanders op geen enkele manier storen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 111.

Het is in de openbare ruimte verboden om:

1. vergezeld te zijn van agressieve dieren of dieren die personen of andere dieren kunnen bijten als ze geen muilband dragen; deze bepaling is ook van toepassing op plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn;
2. vergezeld te zijn van dieren waarvan het aantal, het gedrag of de gezondheidstoestand de openbare veiligheid of gezondheid in het gedrang zouden kunnen brengen;
3. gelijk welk dier te laten rondzwerven; rondzwervende dieren kunnen gevangen worden en naar het dierenasiel gebracht worden op kosten en op verantwoordelijkheid van de eigenaar of van de persoon die er toezicht over heeft;
4. dieren in een geparkeerd voertuig achter te laten, indien dit een gevaar of ongemak kan veroorzaken voor personen of voor de dieren zelf; deze bepaling is eveneens van toepassing op parkings die toegankelijk zijn voor het publiek.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 210€.

Artikel 112.

Behoudens toelating van de burgemeester, is het africhten van een dier in de openbare ruimte verboden.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 350€.

Artikel 113.

Het is verboden om dierengevechten te organiseren, aan te moedigen of eraan te deel te nemen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 114.

§1. Onverminderd de toepassing van artikel 13 van dit reglement, zijn de personen die een hond begeleiden, verplicht de uitwerpselen van het dier op een gepaste manier te verwijderen van de openbare ruimte, met uitzondering van de rioolmonden en de plaatsen die speciaal daarvoor zijn voorzien en ingericht.

Behoudens de toepassing van een administratieve geldboete van maximaal 250€, moet diegene die deze paragraaf overtreedt, de plaats onmiddellijk reinigen, zo niet behoudt de Gemeente zich het recht voor het te doen op kosten en verantwoordelijkheid van de overtreder.

§2. Het baasje of de bewaker van het dier moet op elk ogenblik beschikken over twee zakjes of soortgelijke middelen om de uitwerpselen van het dier te verwijderen. Deze zakjes of soortgelijke middelen moeten weggegooid worden in de vuilnisbakken langs de openbare weg of in de vuilnisbak op de site die door het dier bezocht wordt. Deze zakjes of soortgelijke middelen moeten op elk verzoek van een bevoegd persoon of van de politie getoond kunnen worden.

Wie de bepalingen van deze paragraaf overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 115.

§1. Het is verboden om zich met gelijk welke dieren te begeven op sport- en speelterreinen, en op grasperken, behalve op de plaatsen die daartoe ingericht zijn.

§2. Behoudens machtiging van de burgemeester is het verboden gevaarlijke dieren in groene ruimten binnen te brengen.

§3. Met uitzondering van de assistentiehonden van mindervaliden, is het verboden om eender welk dier binnen te brengen in inrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn en waartoe dat dier geen toegang heeft, hetzij op basis van een intern reglement dat aan de ingang uithangt, hetzij door borden of pictogrammen die dat duidelijk maken, dit alles onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de hygiëne van de lokalen en van de personen in de voedingssector.

§4. Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 116.

Behoudens machtiging, is het verboden, zelfs voor een slagerij of voor de uitvoering van een religieus ritueel:

- slachtvee te houden in een woning;

- in een woning dieren te slachten;
- slachtvee te leveren, te verkopen, te koop aan te bieden op de openbare weg;
- slachtvee te vervoeren.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 280€.

Artikel 117.

Het houden van wilde of exotische dieren is gebonden aan een voorafgaande schriftelijke aangifte aan de burgemeester.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 118.

Het is verboden om gelijk welk dier te houden dat als gevaarlijk wordt beschouwd, behalve voor circussen.

Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, wordt bestraft met een administratieve geldboete van maximaal 140€.

Artikel 119.

De dieren die een gevaar betekenen voor het leven of voor de lichamelijke integriteit van personen, van andere dieren of voor de veiligheid van goederen, kunnen door een politieagent onttrokken worden aan het vrije gebruik van de eigenaar, de bezitter of houder ervan om de openbare veiligheid en rust te bewaren.

Deze inbeslagname is op kosten en verantwoordelijkheid van de eigenaar, de bezitter of de houder van het dier.

HOOFDSTUK VII— MEERVOUDIGE INBREUKEN

Artikel 120.

Iedere persoon die een overtreding begaan heeft, zoals bedoeld in de artikelen 398, 448, 461, 463, 521, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559-1°, 561-1°, 563-2° et 3°, et 563bis van het strafwetboek, zal bestraft worden met een administratieve geldboete van maximaal 350€.

Deze artikelen hebben meer bepaald betrekking op de volgende gedragingen:

- beledigingen;
- winkeldiefstal;
- vernieling of beschadiging van graven, monumenten, kunstvoorwerpen;

- graffiti op roerende en onroerende goederen;
- beschadiging van de onroerende eigendom van anderen;
- vernieling en beschadiging van bomen en enten;
- vernieling en beschadiging van hagen of afsluitingen, verplaatsing of verwijdering van palen;
- beschadiging of vernieling van de roerende eigendom van anderen;
- nachtlawaai of geluidshinder;
- verboden feitelijkheden en licht geweld;
- zich op publiek toegankelijke plaatsen vertonen met volledig of gedeeltelijk gemaskerd of verborgen gezicht, zodanig dat de betrokkene niet meer herkenbaar is.

HOOFDSTUK VIII – STILSTAAN EN PARKEREN

Artikel 121.

Elke persoon die een inbreuk heeft gepleegd zoals bedoeld in artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, zal bestraft worden met een administratieve geldboete volgens de modaliteiten bepaald door de Koning.

HOOFDSTUK IX - SLOTBEPALINGEN

Artikel 122.

Dit algemeen politiereglement treedt in werking vanaf 26 oktober 2016 en zal van toepassing zijn op de inbreuken die vanaf die datum gepleegd worden op het grondgebied van de gemeente. De inbreuken die gepleegd werden vóór die datum, blijven onderworpen aan de bepalingen van het algemeen politiereglement van 3 april 2014